



Assemblée générale

Distr. générale
20 mai 2024
Français
Original : anglais

Soixante-dix-neuvième session

Point 139 de la liste préliminaire*

Projet de budget-programme pour 2025

Projet de budget-programme pour 2025

Titre II

Affaires politiques

Chapitre 3

Affaires politiques

Missions politiques spéciales

Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan

Résumé

On trouvera dans le présent rapport les prévisions de dépenses de la Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan pour 2025, dont le montant s'élève à 126 119 300 dollars (déduction faite des contributions du personnel).

* [A/79/50](#).



Table des matières

	<i>Page</i>
A. Projet de plan-programme pour 2025 et exécution du programme en 2023**	3
B. Postes et autres objets de dépense proposés pour 2025***	13
1. Montant total des ressources nécessaires	13
2. Effectifs nécessaires	16
3. Ressources financières	41
4. Analyse des ressources nécessaires	41
5. Ressources extrabudgétaires	48
 Annexes	
I. Récapitulatif des mesures prises pour donner suite aux demandes et recommandations du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires approuvées par l'Assemblée générale	49
II. Organigramme et répartition des postes pour 2025	51

** La partie consacrée au projet de plan-programme pour 2025 est soumise à l'Assemblée générale pour examen, conformément aux procédures et pratiques budgétaires établies et dans le respect des dispositions du paragraphe 7 de la résolution [77/267](#).

*** Comme demandé au paragraphe 10 de la résolution [77/267](#), la partie consacrée aux postes et aux objets de dépense autres que les postes (partie III) est soumise à l'Assemblée générale par l'intermédiaire du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires.

A. Projet de plan-programme pour 2025 et exécution du programme en 2023

Orientations générales

Mandats et considérations générales

1. Le mandat de la Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan (MANUA) a été défini dans les résolutions [1401 \(2002\)](#), [1662 \(2006\)](#) et [2626 \(2022\)](#) du Conseil de sécurité et reconduit par des résolutions ultérieures, dont la plus récente est la résolution [2727 \(2024\)](#), par laquelle il a été prorogé jusqu'au 17 mars 2025.
2. Comme demandé par le Conseil de sécurité, la MANUA continuera de jouer un rôle majeur dans la promotion de la paix et de la stabilité en Afghanistan. À cette fin, elle coordonnera et facilitera le renforcement de la coopération et de la cohérence pour ce qui est des ressources financières, de la fourniture de l'aide humanitaire et de la satisfaction des besoins humains fondamentaux, activités qui renforcent la résilience, conformément à son mandat et au Cadre stratégique des Nations Unies pour l'Afghanistan (2023-2025) ; elle coordonnera son action avec celle des donateurs et des autres parties prenantes pour réduire les risques et améliorer le respect du principe de responsabilité, la transparence et l'efficacité en ce qui concerne l'utilisation de l'aide ; elle appuiera les efforts déployés, notamment la prestation de services de base et le relèvement économique, en vue de créer des conditions qui favorisent l'autonomie et la stabilité au sein de la population afghane ; elle fournira des évaluations de la menace liée aux engins explosifs et coordonnera la mise en œuvre de mesures d'atténuation de celle-ci à l'appui des initiatives humanitaires et des activités de développement ; elle mènera des activités de communication et usera de ses bons offices pour faciliter le dialogue entre les parties prenantes afghanes, la région et la communauté internationale, l'objectif étant de favoriser une gouvernance inclusive, représentative, participative et à l'écoute, notamment pour les femmes et les jeunes, et fournira des conseils sur les mécanismes consultatifs nationaux et locaux inclusifs, les mesures de confiance, la gestion des conflits et la réconciliation ; elle promouvra une gouvernance responsable et l'état de droit ; elle dialoguera avec les parties prenantes aux fins de la protection et de la promotion des droits humains ; elle soutiendra la coopération régionale ; elle appuiera, sans s'écarter de son mandat, les mécanismes existants visant à améliorer les conditions de sécurité générales en Afghanistan, notamment en soutenant l'action régionale et internationale visant à prévenir et combattre le commerce illicite et l'accumulation déstabilisatrice d'armes légères et de petit calibre et leur détournement en Afghanistan et dans la région.

Programme de travail

Objectif

3. L'objectif auquel la Mission contribue consiste à instaurer les conditions nécessaires à la paix et à la stabilité et, pour ce faire, à jeter les bases d'une gouvernance inclusive, représentative, participative et à l'écoute et d'institutions efficaces et responsables ainsi qu'à tracer un chemin cohérent et durable vers l'instauration de conditions économiques et sociales propices à l'autonomie.

Stratégie et facteurs externes pour 2025

4. Pour contribuer à la réalisation de l'objectif, la Mission :
 - a) coordonnera son action avec celle des donateurs, des organisations et des partenaires internationaux afin de répondre aux besoins humanitaires et aux besoins fondamentaux des Afghans vulnérables. Elle s'associera aux organismes, fonds et programmes des Nations Unies

pour favoriser le développement économique et continuera de renforcer la confiance des donateurs pour pouvoir mieux répondre aux besoins humains fondamentaux, comme il est ressorti de l'évaluation indépendante demandée par le Conseil de sécurité dans sa résolution [2679 \(2023\)](#). Elle soutiendra la mobilisation de ressources qui faciliteront les activités humanitaires, la fourniture de services essentiels, le rétablissement des moyens de subsistance, l'appui au secteur privé, le développement économique et l'atténuation des dangers liés aux restes explosifs de guerre. Elle établira des contacts avec les autorités de facto et diverses parties prenantes pour que les entités des Nations Unies, la Banque mondiale, les institutions financières internationales et d'autres partenaires internationaux et nationaux puissent favoriser le relèvement socioéconomique de l'Afghanistan et aider ce dernier à se remettre des effets de la grave contraction de l'économie ;

- b) promouvra la mise en place d'une gouvernance inclusive, représentative, participative et à l'écoute en Afghanistan, en coordination avec la communauté internationale et à l'appui des besoins et des priorités nationales du peuple afghan. La MANUA s'appuiera sur les mécanismes fédérateurs dont elle dispose aux niveaux national et infranational pour faciliter la communication et la coopération entre les autorités de facto, la société civile, les jeunes, les communautés et les autres parties prenantes, y compris les organisations dirigées par des femmes, sur des questions de gouvernance et de politique et notamment sur l'inclusion, la participation et la prise en compte des préoccupations des groupes en présence. Elle continuera de soutenir la participation des femmes et des minorités dans tous les domaines, notamment la gouvernance, le secteur privé, la société civile, les médias et la vie socioéconomique. La MANUA continuera également de recenser d'autres possibilités de dialogue avec les autorités de facto dans l'intérêt de l'ensemble du peuple afghan. De plus, l'Organisation des Nations Unies et les partenaires internationaux rendront compte de l'évolution de la situation relative à l'état de droit et procéderont à des analyses touchant l'économie politique. La Mission fournira un appui technique et analytique aux entités des Nations Unies, aux partenaires humanitaires, à la société civile, aux médias, aux communautés et, selon les autorisations données, aux institutions des autorités de facto, dans le respect des sanctions prévues dans les résolutions du Conseil de sécurité relatives à la lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme ;
- c) conseillera les parties prenantes et promouvra le respect des droits civils, politiques, économiques, sociaux et culturels, ainsi que des droits humains s'agissant des questions suivantes : les enfants touchés par un conflit armé ; les femmes et les filles ; le traitement des détenus et la prévention de la torture et des mauvais traitements ; les défenseurs et défenseuses des droits humains et l'espace civique ; la nécessité d'amener les auteurs de violations des droits humains à répondre de leurs actes. En outre, elle continuera de tenir systématiquement compte des questions de genre dans tous les aspects de l'exécution de son mandat. Elle œuvrera pour l'égalité des genres et l'avancement des femmes et des filles et agira pour que les femmes participent à la vie publique et qu'elles interviennent dans la conduite des affaires, à tous les niveaux et à tous les stades de la prise de décision, notamment à des postes de responsabilité. Elle s'attachera par ailleurs, en partenariat avec l'équipe de pays des Nations Unies, à promouvoir la protection et le respect des droits des femmes et des filles ainsi que la mise en œuvre de la résolution [1325 \(2000\)](#) du Conseil de sécurité sur les femmes et la paix et la sécurité ;
- d) agira en faveur de la paix et de la stabilité en Afghanistan, organisant pour ce faire des consultations et des dialogues avec divers acteurs politiques. Elle s'appuiera sur les mécanismes existants pour faire progresser la coopération régionale dans les domaines du développement économique et de la sécurité, qui à leur tour peuvent favoriser l'instauration de conditions propices à une paix et une stabilité durables. Elle proposera et soutiendra des approches régionales pour le règlement de plusieurs questions, dont le retour et la réintégration des réfugiés et des personnes déplacées, la lutte contre le trafic de drogues et contre l'accumulation illicite et le trafic d'armes légères et de petit calibre en Afghanistan et dans la région, et la réduction de l'économie illégale et de ses effets. Elle coordonnera par ailleurs la

mise en œuvre des mesures d'atténuation de la menace liée aux engins explosifs afin de permettre le déroulement en toute sécurité des initiatives visant à répondre aux besoins humanitaires et aux besoins fondamentaux de la population ;

- e) intensifiera ses activités dans les domaines indissociables que sont l'action humanitaire, le développement et la paix, en nouant des contacts avec les autorités de facto, la société civile et les médias pour aider la société à passer du conflit à la paix, en retirant les restes explosifs de guerre et en jetant les bases de la territorialisation des objectifs de développement durable et du Programme de développement durable à l'horizon 2030, conformément au Cadre stratégique des Nations Unies pour l'Afghanistan (2023-2025). La MANUA œuvrera à réduire la dépendance à l'égard de l'aide en faisant en sorte que celle-ci soit destinée en priorité aux secteurs essentiels tels que les banques, le commerce et la réforme économique. Le Représentant spécial adjoint du Secrétaire général (Coordonnateur résident et Coordonnateur de l'action humanitaire) veillera à ce que les entités des Nations Unies adoptent une démarche cohérente en ce qui concerne les programmes relatifs aux besoins humanitaires et aux besoins fondamentaux et s'attellera à ce que ces programmes cadrent avec les besoins et les priorités du peuple afghan. La Mission rationalisera la fourniture et le contrôle de l'aide fournie en Afghanistan et la communication de l'information à ce sujet, conformément au Cadre stratégique et en partenariat avec les autorités locales de facto, la société civile et les partenaires internationaux. Elle s'emploiera également à renforcer la collaboration concernant l'architecture de l'aide et les pratiques de gestion des risques.
5. Le travail qui sera ainsi effectué devrait avoir les résultats suivants :
 - a) les entités dirigeantes deviennent plus représentatives et plus réactives, en particulier en ce qu'elles recourent à des mécanismes consultatifs inclusifs ;
 - b) progressivement, toutes les parties respectent davantage le droit international des droits de l'homme et le droit international humanitaire, et les violations des droits humains et atteintes à ces droits restent de moins en moins souvent impunies, ce qui renforce la confiance dans les mécanismes susmentionnés et entre la population et les autorités de facto ;
 - c) un processus politique réaliste, associant les autorités de facto et d'autres parties prenantes à l'intérieur et à l'extérieur de l'Afghanistan ainsi que la communauté internationale, est amorcé afin d'améliorer la situation de la population afghane et de favoriser l'instauration de conditions qui conduiraient à terme à la réintégration de l'État afghan dans la communauté internationale, conformément aux résolutions du Conseil de sécurité ;
 - d) des informations fiables sur l'évolution de la situation en Afghanistan et ses implications pour la paix et la sécurité internationales sont communiquées à la communauté internationale ;
 - e) un soutien local, régional et international continu est mobilisé pour répondre aux besoins humanitaires et aux besoins fondamentaux, pour favoriser le développement économique et pour créer un environnement sûr et propice à une gouvernance inclusive, représentative, participative et à l'écoute et au relèvement socioéconomique en Afghanistan.
 6. En ce qui concerne la coopération avec d'autres entités, la Mission collabore avec des entités internationales et régionales et soutient la tenue, entre les parties prenantes afghanes, les acteurs régionaux et la communauté internationale, d'un dialogue constructif axé sur les droits et le progrès socioéconomique du peuple afghan.
 7. En ce qui concerne la coordination et la liaison interorganisations, la Mission coopère avec le Centre régional des Nations Unies pour la diplomatie préventive en Asie centrale pour ce qui est des bons offices et des avis d'experts sur les mesures de confiance à mettre en place dans la région afin de faciliter l'instauration d'une certaine stabilité en Afghanistan. Elle collabore avec les organismes, fonds et programmes pour favoriser le repositionnement du système des Nations Unies pour le développement et pour agir de manière plus efficace et efficiente dans le cadre de la mise en œuvre du Programme 2030 et des objectifs de développement durable et du lien entre l'action humanitaire, le développement et la paix. Elle coopère étroitement avec l'équipe de pays des Nations Unies dans

les domaines de la gouvernance, de l'état de droit, des droits humains et des questions de genre, et prête une attention particulière aux questions de politique générale ainsi qu'aux bons offices à offrir. En tenant compte de l'évolution de la situation, elle facilite par ailleurs l'action humanitaire et répond aux besoins fondamentaux en œuvrant au rétablissement des services essentiels, des moyens de subsistance et des systèmes communautaires, conformément aux recommandations du Comité permanent interorganisations. Elle contribuera à l'enlèvement des engins explosifs et aux activités de sensibilisation aux risques et d'aide aux victimes pour favoriser les initiatives visant à satisfaire les besoins humanitaires et les besoins fondamentaux. Pour répondre aux besoins de la population afghane, en collaboration avec diverses parties prenantes, la Mission cherche de nouvelles modalités d'aide qui soient favorables à la promotion et au redressement économiques. La Mission coordonne l'approche globale de gestion des risques suivie par les Nations Unies en Afghanistan, notamment pour atténuer le risque de détournement de l'aide, et s'inspire pour ce faire du Cadre stratégique des Nations Unies pour l'Afghanistan (2023-2025), ce qui permettra de jeter les bases de la territorialisation des objectifs de développement durable une fois que la coopération pour le développement aura repris.

8. En ce qui concerne les facteurs externes, les hypothèses ci-après ont été retenues lors de l'établissement du plan d'ensemble pour 2025 :
 - a) les autorités de facto continuent de contrôler le territoire de l'Afghanistan. Des incertitudes continuent toutefois de planer dans les domaines politique, juridique, socioéconomique et humanitaire ainsi que dans ceux de la sécurité et des droits humains, et le maintien probable des politiques restrictives rend difficile la réintégration pleine et entière de l'Afghanistan dans la communauté internationale ;
 - b) il est difficile de mobiliser les parties prenantes nationales, régionales et internationales, y compris les donateurs, en ce qui concerne l'avenir de l'Afghanistan, du fait du manque de reconnaissance internationale et, dans une certaine mesure, de légitimité nationale des autorités de facto, qui tient aux questions touchant au manque de représentation et d'inclusion, et de la dissonance entre leur idéologie et les normes internationales, mais aussi de la persistance de leur cadre de gouvernance ambigu et en particulier de l'absence de constitution ;
 - c) la situation en matière de sécurité reste incertaine du fait de la poursuite des attaques perpétrées par l'État islamique d'Iraq et du Levant-Khorassan contre les autorités de facto et la présence internationale, des activités menées par les forces de résistance anti-Taliban et de la dynamique créée par la présence de combattants terroristes étrangers régionaux et internationaux qui ont accès à des armes légères et de petit calibre illicitement accumulées, ce qui a des répercussions pour la Mission et les acteurs du développement et de l'action humanitaire en ce qui concerne l'accès et la sécurité physique ;
 - d) les relations entre l'Afghanistan et certains de ses voisins restent tendues en raison de problèmes de sécurité non réglés, de la perception de la menace terroriste et des problèmes de migration et de gestion de l'eau ;
 - e) les civils, y compris ceux qui œuvrent dans le domaine humanitaire et s'attellent à répondre aux besoins humains fondamentaux de la population, continuent de faire face à la menace posée par les engins explosifs, notamment les dispositifs explosifs improvisés et les restes explosifs de guerre ;
 - f) des menaces comme le terrorisme, la criminalité organisée et le trafic, notamment de stupéfiants et d'armes légères et de petit calibre, ainsi que la concurrence pour les ressources, sont toujours présentes, et de nouvelles menaces se font jour sur des questions telles que les droits fonciers, les droits des minorités, l'exode de réfugiés, les rapatriés, le chômage et les conséquences des dynamiques régionales, ou encore la vulnérabilité face aux effets néfastes des changements climatiques, des changements écologiques et des catastrophes naturelles, qui peuvent accroître les risques de conflits locaux concernant la terre, l'eau et d'autres ressources ;

- g) l'économie et le développement humain continuent de subir les effets de la non-reconnaissance et des sensibilités des donateurs, de l'interdiction faite par les autorités de facto aux femmes afghanes de travailler pour des entités des Nations Unies et des organisations non gouvernementales et de la capacité limitée des autorités de facto à relancer l'économie et à réduire la pauvreté, la reprise du financement du développement dépendant du respect par celles-ci des normes internationales, en particulier en ce qui concerne la protection des droits humains et notamment des droits des femmes et des filles ;
 - h) dans un contexte où le financement diminue et où il devient de plus en plus difficile de mobiliser des ressources supplémentaires, le système des Nations Unies joue un rôle plus important en ce qui concerne l'aide humanitaire et l'appui au relèvement. Il s'agit notamment de répondre aux besoins humains fondamentaux en maintenant les services essentiels et en préservant les systèmes communautaires ;
 - i) les entités des Nations Unies présentes en Afghanistan continuent de dépendre du dispositif d'importation de liquidités du Secrétariat, géré par la MANUA, et de supporter les coûts élevés qui y sont associés.
9. La Mission prend en compte les questions de genre dans ses activités opérationnelles, ses produits et ses résultats. À la faveur de ses échanges avec les autorités de facto et les acteurs politiques, elle encourage par exemple l'intégration de ces questions dans les programmes et les structures afin que les femmes soient davantage représentées. La Mission continue d'appuyer la mise en œuvre des résolutions [1325 \(2000\)](#) et [2493 \(2019\)](#) du Conseil de sécurité, en particulier en ce qui concerne l'égalité des genres, l'avancement des femmes et des filles et les droits humains de celles-ci. Elle continue de promouvoir la participation pleine et entière des femmes aux mécanismes politiques aux niveaux local, national, régional et international.
 10. Conformément à la Stratégie des Nations Unies pour l'inclusion du handicap, la Mission s'attachera à revoir son plan de mise en œuvre en vue : a) d'asseoir une culture institutionnelle soucieuse des droits humains des personnes en situation de handicap et propice à l'inclusion de celles-ci ; b) de mieux tenir compte des questions de handicap dans la planification et la gestion stratégiques, la gestion des connaissances et de l'information et le déroulement des carrières des membres du personnel ; c) d'éliminer les obstacles à l'accessibilité sur le lieu de travail et dans l'exercice des fonctions.

Activités d'évaluation

11. L'audit de la fonction intégrée déontologie et discipline au Koweït et dans les entités connexes a été achevé par le Bureau des services de contrôle interne (BSCI) en 2023. La Mission a également procédé à une évaluation interne ainsi qu'à une évaluation de l'initiative Unité d'action des Nations Unies au niveau sous-national. Il a été tenu compte des résultats et des enseignements de l'audit et des évaluations mentionnées plus haut au moment de l'établissement du projet de plan-programme pour 2025. Par exemple, les conclusions et les recommandations des évaluations ont éclairé l'exécution du mandat, notamment les mesures visant à améliorer la cohérence de l'action des Nations Unies face à l'évolution de la situation.
12. Il est prévu de procéder aux évaluations ci-après en 2025 : audits, par le BSCI, de l'exécution stratégique du mandat de la MANUA et de la prestation de services médicaux de la Mission.

Exécution du programme en 2023

Renforcement du dialogue facilité par la Mission entre les diverses parties prenantes afghanes et les autorités de facto, qui devrait notamment permettre de recenser des intérêts communs propices à l'action

13. La MANUA a sensibilisé les autorités de facto à la question de la protection des libertés et des droits fondamentaux, notamment des droits des femmes. Pour ce faire, elle a communiqué avec les autorités de facto et d'autres parties prenantes afin de comprendre leurs positions et de promouvoir un programme politique et stratégique qui soit soutenu par le cabinet de facto et ses dirigeants à Kandahar, et elle a organisé des activités de communication et de mobilisation de la population avec les autorités de facto, les chefs religieux, les jeunes, la société civile et les acteurs du monde des affaires. La Mission a également entretenu des contacts avec l'opposition politique et d'anciens responsables gouvernementaux. Ces activités ont été entravées par les restrictions imposées aux femmes, y compris au personnel féminin de l'ONU recruté sur le plan national.
14. Malgré les restrictions importantes imposées aux femmes, la MANUA a poursuivi ses consultations dans tout le pays et créé un espace pour que les femmes puissent définir leur projet de dialogue avec les autorités de facto. Elle a également œuvré pour que les femmes puissent échanger avec les autorités de facto au sujet de leur participation politique et économique et de leur autonomisation.
15. À partir de ses échanges avec les parties prenantes, la MANUA a recensé des domaines d'intérêt commun propices à une action ciblée, notamment la lutte contre les stupéfiants, les changements climatiques, la microfinance et l'entrepreneuriat des femmes. Elle s'est également entretenue avec les autorités de facto et d'autres parties prenantes au sujet de l'accumulation et du détournement des armes légères et de petit calibre illicites.
16. Les progrès concernant l'objectif sont présentés dans la mesure des résultats ci-après (voir le tableau 1).

Tableau 1
Mesure des résultats

2021 (résultat effectif)	2022 (résultat effectif)	2023 (résultat effectif)
Après la prise du pouvoir par les Taliban, lancement, par la MANUA, d'initiatives de dialogue entre certaines parties prenantes afghanes et les autorités de facto afin de soulever des questions d'intérêt communautaire	Renforcement des dialogues facilités par la MANUA entre diverses parties prenantes afghanes et les autorités de facto, à des fins d'échanges sur les principes de bonne gouvernance et d'amélioration des relations communautaires, ainsi que pour promouvoir l'engagement de la communauté internationale auprès des autorités de facto sur les normes et principes internationaux	Malgré les restrictions importantes imposées aux femmes, préservation d'un certain espace pour l'expression d'une diversité de points de vue grâce à la poursuite du dialogue avec diverses parties prenantes afghanes et à l'organisation de réunions de communication

Résultats escomptés pour 2025

Résultat 1 : promotion de l'autonomie économique et sociale

Exécution du programme en 2023 et cible pour 2025

17. En 2023, avec l'équipe de pays des Nations Unies, la Mission a achevé l'élaboration d'un cadre de résultats et d'un système de suivi pour le Cadre stratégique des Nations Unies pour l'Afghanistan

(2023-2025), et poursuivi la mise en œuvre de l'architecture d'aide pour l'Afghanistan après août 2021. La MANUA a continué d'aider le peuple afghan en mobilisant l'aide internationale, en appuyant la mise au point définitive du Cadre pour l'appui fourni par les partenaires internationaux en Afghanistan (2023-2025), et en coordonnant le Groupe de coordination pour l'Afghanistan afin de faciliter le maintien des contributions de donateurs.

18. En 2025, la Mission se concertera avec toutes les parties prenantes aux niveaux national et infranational, notamment les autorités de facto, la société civile et les organisations non gouvernementales internationales, en ce qui concerne le renforcement de l'aide humanitaire et la prestation de services répondant aux besoins fondamentaux de la population. Elle appuiera un dialogue économique inclusif et la mise en œuvre de réformes essentielles pour le relèvement économique du pays. Enfin, elle favorisera un environnement propice à une croissance économique durable, notamment en collaborant avec les principales parties prenantes pour surmonter les difficultés structurelles, promouvoir la stabilité financière et mettre en œuvre des politiques qui contribuent à la relance et à la viabilité de l'Afghanistan.
19. Les progrès concernant l'objectif, de même que la cible pour 2025, sont présentés dans la mesure des résultats ci-après (voir le tableau 2).

Tableau 2
Mesure des résultats

2021 (résultat effectif)	2022 (résultat effectif)	2023 (résultat effectif)	2024 (résultat escompté)	2025 (résultat escompté)
Exécution des programmes prioritaires nationaux existants, après établissement des priorités et des calendriers, et lancement de l'élaboration de nouveaux programmes	Achèvement et mise en œuvre d'un système de suivi et d'un cadre de résultats pour le Cadre transitoire de coopération des Nations Unies pour l'Afghanistan, par l'intermédiaire de la nouvelle architecture d'aide pour l'Afghanistan	Mise en œuvre du cadre de planification stratégique du système des Nations Unies et de la nouvelle architecture d'aide pour l'Afghanistan, y compris des modes de financement multilatéral des entités des Nations Unies	Poursuite de la mise en œuvre du Cadre stratégique des Nations Unies pour l'Afghanistan (2023-2025) et de l'architecture d'aide pour l'Afghanistan, y compris des modes de financement multilatéral des organismes, fonds et programmes des Nations Unies, compte étant tenu des restrictions imposées aux travailleuses afghanes par les autorités de facto	Poursuite de la mise en œuvre du Cadre stratégique des Nations Unies pour l'Afghanistan (2023-2025) et de l'architecture d'aide pour l'Afghanistan, et appui accru en faveur d'un dialogue économique inclusif et de la mise en œuvre de réformes essentielles pour surmonter les obstacles qui s'opposent au relèvement économique

Résultat 2 : stabilité fondée sur le respect des droits en Afghanistan

Exécution du programme en 2023 et cible pour 2025

20. En 2023, la Mission a entretenu des échanges réguliers avec les autorités de facto, d'autres parties prenantes nationales et la communauté internationale sur des questions liées aux droits humains, à l'état de droit, à la gouvernance et à l'inclusion. Par l'intermédiaire de différents ministères, les autorités de facto ont engagé un dialogue infranational et national avec différents groupes, notamment des minorités ethniques et religieuses et des représentants de communautés vivant dans des régions reculées. La MANUA a poursuivi sa collaboration avec d'autres parties prenantes nationales et infranationales, notamment des représentants des communautés, des érudits religieux,

des membres de l'opposition politique et d'anciens responsables gouvernementaux, des groupes de femmes, des défenseurs et défenseuses des droits humains et des militants de la société civile, d'anciens responsables du secteur de la justice et des acteurs du monde des affaires. À la suite de l'interdiction de travailler imposée aux femmes et dans un contexte de rétrécissement de l'espace civique, la MANUA a continué de faire campagne auprès des autorités de facto pour qu'elles reviennent sur les restrictions imposées aux femmes, à la société civile et aux médias et pour qu'elles fassent une place à d'autres acteurs nationaux et infranationaux, notamment des représentants des communautés, des érudits religieux, des membres de l'opposition politique et d'anciens responsables gouvernementaux, des groupes de femmes, des défenseurs et défenseuses des droits humains et des militants de la société civile, d'anciens responsables du secteur de la justice et des acteurs du monde des affaires.

21. En 2025, la Mission continuera de dialoguer avec les autorités de facto au sujet des grandes priorités, en particulier la levée des restrictions pesant sur les droits et libertés des femmes et des filles, le respect des droits des minorités ethniques et religieuses et l'intensification des mesures à prendre pour amener les membres des autorités de facto et du personnel ayant commis des violations des droits humains à répondre de leurs actes et pour faire preuve de transparence à ce sujet. Le travail qui sera effectué devrait avoir une incidence sur le niveau de l'aide internationale déployée pour répondre aux besoins humanitaires et aux besoins fondamentaux de la population, ainsi que sur les efforts faits pour garantir le respect des obligations découlant du droit international des droits humains et du droit international humanitaire, et sur l'instauration d'un environnement plus propice à une gouvernance inclusive.
22. Les progrès concernant l'objectif, de même que la cible pour 2025, sont présentés dans la mesure des résultats ci-après (voir le tableau 3).

Tableau 3
Mesure des résultats

2021 (résultat effectif)	2022 (résultat effectif)	2023 (résultat effectif)	2024 (résultat escompté)	2025 (résultat escompté)
Échanges ponctuels entre les autorités de facto et la communauté internationale	Tenue d'échanges réguliers entre les Nations Unies et les autorités de facto, les autres parties prenantes nationales et la communauté internationale en vue de la fourniture d'un soutien durable	Tenue d'échanges réguliers entre les Nations Unies et les autorités de facto, des personnalités autres que des Taliban et des personnes issues de différents groupes ethniques et de différentes régions afin de promouvoir une gouvernance inclusive et d'appuyer la mise en place de mécanismes ad hoc aux niveaux national et infranational	Poursuite des efforts en faveur d'une gouvernance inclusive, représentative, participative et à l'écoute, et recherche d'une solution politique permettant d'instaurer la confiance entre les parties prenantes afghanes et la communauté internationale	Poursuite des efforts en faveur d'une gouvernance inclusive, représentative, participative et à l'écoute, notamment d'un dialogue entre les diverses parties prenantes afghanes et les autorités de facto
Injection par les entités des Nations Unies de liquidités devant servir à l'aide humanitaire, en coordination avec la Banque centrale d'Afghanistan et différents partenaires	permettant de satisfaire les besoins humanitaires et humains de la population, et respect, par les autorités de facto concernées, des obligations découlant du droit international des droits de l'homme et du droit	Appui au développement d'un dialogue politique structuré visant à		
Création d'un fonds d'affectation spéciale pour l'Afghanistan devant servir à la gestion des ressources financières versées par les donateurs à				

2021 (résultat effectif)	2022 (résultat effectif)	2023 (résultat effectif)	2024 (résultat escompté)	2025 (résultat escompté)
l'appui des programmes communs des Nations Unies visant à répondre aux besoins fondamentaux	international humanitaire Injection régulière par les entités des Nations Unies de liquidités devant servir à l'aide humanitaire, en coordination avec la Banque centrale et différents partenaires Tenue régulière de réunions de sensibilisation au niveau infranational et facilitation de l'établissement de relations communautaires et de la collaboration avec les autorités de facto	instaurer la confiance entre les parties prenantes afghanes et la communauté internationale		

Résultat 3 : appuyer les initiatives visant à la pleine réintégration de l'État afghan dans la communauté internationale

Projet de plan-programme pour 2025

23. La MANUA s'emploiera à dialoguer avec les autorités de facto et d'autres parties prenantes afghanes pour appuyer les initiatives visant à réintégrer l'Afghanistan dans la communauté internationale, dans le respect des obligations juridiques de l'État. Elle continuera notamment de faire campagne auprès des autorités de facto pour qu'elles reviennent sur les restrictions imposées aux femmes, à la société civile et aux médias.
24. La Mission redoublera d'efforts pour faciliter un dialogue entre parties prenantes afghanes qui regroupe des représentants de toutes les couches de la société ainsi que les acteurs politiques basés à l'extérieur du pays. Elle continuera d'aider l'équipe de pays des Nations Unies et les partenaires internationaux à institutionnaliser le suivi de la fourniture d'une aide répondant aux besoins humains fondamentaux et reposant sur les principes établis dans le cadre de mécanismes de communication d'informations régulières et vérifiables qui permettront d'assurer la transparence du Cadre stratégique des Nations Unies.

Enseignements tirés et changements prévus

25. L'enseignement tiré est le suivant : la MANUA et l'équipe de pays des Nations Unies doivent continuer de coordonner les priorités de la communauté internationale et les flux de financement des donateurs. Compte tenu de ces enseignements, la MANUA continuera de se mobiliser en faveur d'un dialogue entre la communauté internationale et les autorités de facto qui permette de trouver des moyens de surmonter les obstacles qui s'opposent actuellement à la réintégration de l'Afghanistan dans la communauté internationale.

26. Les progrès escomptés concernant l'objectif sont présentés dans la mesure des résultats ci-après (voir le tableau 4).

Tableau 4
Mesure des résultats

2021 (résultat effectif)	2022 (résultat effectif)	2023 (résultat effectif)	2024 (résultat escompté)	2025 (résultat escompté)
—	—	—	Activités visant à faciliter un dialogue international plus cohérent, coordonné et structuré et à permettre à toutes les parties de mieux comprendre les résultats et les engagements devant conduire à un Afghanistan pleinement réintégré dans la communauté internationale et honorant ses obligations internationales	Poursuite des activités visant à faciliter un dialogue international plus cohérent, coordonné et structuré dont l'objectif est un Afghanistan réintégré dans la communauté internationale et honorant ses obligations internationales

Produits

27. On trouvera dans le tableau 5 les produits retenus pour la Mission.

Tableau 5
Produits retenus pour la période 2023-2025, par catégorie et sous-catégorie

Produits	Produits prévus : 2023	Produits livrés : 2023	Produits prévus : 2024	Produits prévus : 2025
A. Facilitation des travaux des organes intergouvernementaux et des organes d'experts				
Documentation destinée aux organes délibérants (nombre de documents)	4	4	4	4
1. Rapports du Secrétaire général au Conseil de sécurité	4	4	4	4
Services fonctionnels pour les réunions (nombre de réunions de trois heures)	4	4	4	4
2. Séances du Conseil de sécurité	4	4	4	4
B. Création et transfert de connaissances				
Séminaires, ateliers et activités de formation (nombre de jours)	48	54	42	50
3. Séances de discussion et de sensibilisation avec les parties prenantes, selon qu'il convient, notamment les autorités locales, les organisations de la société civile et les défenseuses et défenseurs des droits humains, sur les normes relatives aux droits humains	48	33	32	30
4. Tenue de consultations avec les femmes afghanes devant permettre à celles-ci d'exprimer leurs points de vue dans la perspective d'un dialogue avec les autorités de facto	—	21	10	20

<i>Produits</i>	<i>Produits prévus : 2023</i>	<i>Produits livrés : 2023</i>	<i>Produits prévus : 2024</i>	<i>Produits prévus : 2025</i>
-----------------	-----------------------------------	-----------------------------------	-----------------------------------	-----------------------------------

Activités ou documentation techniques (nombre d'activités ou de documents)

1 5 1 1

5. Rapports thématiques ou spéciaux sur les droits humains

1 5 1 1

C. Activités de fond

Bons offices : bons offices auprès des autorités de facto, des acteurs politiques et économiques afghans, de la société civile (en Afghanistan et à l'extérieur) et des pays de la région à l'appui d'une gouvernance inclusive, représentative, participative et à l'écoute, ainsi que de l'instauration de la paix et de la stabilité aux niveaux national, infranational et local, et de l'accès à l'aide humanitaire et aux services de base ; bons offices prenant la forme d'un appui au dialogue et à des mesures de confiance entre les autorités de facto et diverses parties prenantes et ayant pour objet de faciliter l'établissement d'un consensus sur les mécanismes de gouvernance infranationaux, l'inclusion, l'espace civique, les jeunes et les droits et libertés fondamentaux ; bons offices au service du renforcement de la coopération régionale dans les domaines des questions politico-sécuritaires, du développement économique, de la gestion des catastrophes et des contacts entre les peuples ; bons offices aux fins d'une réponse internationale coordonnée en Afghanistan.

D. Activités de communication

Programmes d'information, manifestations spéciales et supports d'information : activités de sensibilisation auprès de la population afghane, des leaders d'opinion, des médias, de la société civile, des jeunes et d'autres agents de changement visant à soutenir l'exécution du mandat de la Mission.

Relations extérieures et relations avec les médias : conférences de presse, déclarations, alertes, documents d'information de base, entretiens et autres activités de communication avec les médias liés aux objectifs de la Mission.

Plateformes numériques et contenus multimédias : diffusion par la MANUA, sur son site Web et sur les réseaux sociaux, d'informations sur les activités relevant de son mandat.

B. Postes et autres objets de dépense proposés pour 2025

1. Montant total des ressources nécessaires

Ressources nécessaires (budget ordinaire)

Tableau 6

Ressources financières

(En milliers de dollars des États-Unis)

<i>Catégorie de dépenses</i>	<i>2023</i>		<i>2024</i>		<i>2025</i>	<i>Variation</i>
	<i>Crédits ouverts</i>	<i>Dépenses</i>	<i>Crédits ouverts</i>	<i>Montants nécessaires</i>	<i>Augmentation/ (diminution)</i>	<i>2025-2024 (5) = (4) - (3)</i>
	<i>(1)</i>	<i>(2)</i>	<i>(3)</i>	<i>(4)</i>	<i>(5)</i>	<i>(5) = (4) - (3)</i>
Militaires et personnel de police	24,6	15,3	28,7	23,7	(5,0)	
Personnel civil	94 355,5	92 749,3	93 000,9	92 904,9	(96,0)	
Dépenses opérationnelles	38 099,1	36 300,3	34 295,1	33 190,7	(1 104,4)	
Total (déduction faite des contributions du personnel)	132 479,2	129 065,0	127 324,7	126 119,3	(1 205,4)	

Note : Les abréviations ci-après sont utilisées dans les tableaux : AL = agent(e) local(e) ; AN = administrateur(trice) recruté(e) sur le plan national ; G = agent(e) des services généraux ; SM = agent(e) du Service mobile ; SGA = secrétaire général(e) adjoint(e) ; SSG = sous-secrétaire général(e) ; VNU = Volontaire des Nations Unies.

Tableau 7
Ressources humaines

	Personnel recruté sur le plan international											Personnel recruté sur le plan national			Volontaires des Nations Unies			
	SGA	SSG ^a	D-2	D-1	P-5 ^b	P-4 ^b	P-3	P-2	SM	G	Total partiel	AN	AL	Total partiel	Volontaires recrutés sur le plan international	Volontaires recrutés sur le plan national	Total partiel	Total
Effectif approuvé pour 2024	1	2	1	5	28	53	56	5	137	1	289	126	647	773	75	20	95	1 157
Effectif proposé pour 2025	1	2	1	5	27	54	55	5	133	1	284	128 ^c	626 ^c	754	75	36	111	1 149
Variation	–	–	–	–	(1)	1	(1)	–	(4)	–	(5)	2	(21)	(19)	–	16	16	(8)

^a Les dépenses afférentes à l'un des emplois sont prises en charge à parts égales par la MANUA et le Bureau de la coordination des activités de développement.

^b Dont un emploi de classe P-5 et un emploi de classe P-4 approuvés au titre du personnel temporaire (autre que pour les réunions).

^c Dont un emploi d'administrateur(trice) recruté(e) sur le plan national et un emploi d'agent(e) local(e) dont la création est proposée au titre du personnel temporaire (autre que pour les réunions).

28. Le montant des ressources demandées au titre de la MANUA pour 2025 s'élève à 126 119 300 dollars (déduction faite des contributions du personnel) et permettrait de financer ce qui suit : les dépenses de personnel civil (92 904 900 dollars), à savoir les traitements, les dépenses communes de personnel et la prime de danger afférents à 1 149 postes et emplois (1 SGA, 2 SSG, 1 D-2, 5 D-1, 27 P-5, 54 P-4, 55 P-3, 5 P-2, 133 SM, 1 G, 128 AN, 626 AL et 111 VNU), dont 8 emplois qu'il est proposé de créer et 16 emplois de Volontaire des Nations Unies soumis à recrutement national qu'il est proposé d'inscrire au budget ordinaire et qui étaient auparavant financés au moyen de ressources extrabudgétaires ; les dépenses afférentes à un(e) observateur(trice) militaire (23 700 dollars) ; des dépenses opérationnelles d'un montant de 33 190 700 dollars.

29. La diminution des ressources demandées pour 2025 par rapport au montant des crédits ouverts pour 2024 tient à ce qui suit :

- a) une diminution de 96 000 dollars au titre du personnel civil, qui correspond à l'effet net des éléments suivants :
 - i) une diminution de 1 687 100 dollars des dépenses de personnel afférentes aux agents locaux, qui s'explique par l'application d'un taux de vacance plus élevé (11,2 %, contre 9,5 % dans le budget approuvé pour 2024), par une diminution de la part revenant à la Mission des dépenses de personnel afférentes aux postes des services de sécurité, dont le coût est partagé avec les organismes, fonds et programmes, comme indiqué au paragraphe 32, et par la suppression proposée de 23 postes ;
 - ii) une diminution de 570 500 dollars au titre des postes d'administrateur(trice) recruté(e) sur le plan national, qui tient à l'application d'un taux de vacance plus élevé (15,5 %, contre 10,5 % dans le budget approuvé pour 2024) ;
 - iii) une diminution de 238 800 dollars au titre des Volontaires des Nations Unies, qui tient à l'application d'un ratio de partage des coûts à 26 emplois soumis à recrutement international et liés aux services médicaux, dont le coût sera partagé avec les organismes, fonds et programmes, comme indiqué au paragraphe 32, partiellement contrebalancée par le fait qu'il est proposé d'inscrire au budget ordinaire 16 emplois de Volontaire des Nations Unies soumis à recrutement national qui étaient auparavant financés au moyen de ressources extrabudgétaires, comme décrit au paragraphe 33 ;

- iv) une augmentation de 2 305 100 dollars au titre du personnel recruté sur le plan international, qui tient aux facteurs suivants : a. l'application d'un taux de vacance plus faible (8,3 %, contre 9,5 % pour 2024) ; b. l'application, pour le calcul de l'indemnité de poste, d'un coefficient d'ajustement plus élevé pour l'Afghanistan (48,0 %, contre 38,7 % dans le budget approuvé pour 2024) ; c. la création proposée de deux postes (1 P-4 et 1 P-3) ;
- b) une réduction de 1 104 400 dollars au titre des dépenses opérationnelles, qui correspond à l'effet net des éléments suivants :
 - i) Une diminution de 807 400 dollars au titre des installations et infrastructures, qui tient essentiellement à la baisse des ressources demandées pour les services de sécurité et d'entretien, ainsi qu'à la diminution du coût du carburant ;
 - ii) Une diminution de 423 600 dollars au titre des opérations aériennes, qui tient essentiellement au fait que l'on prévoit une baisse des coûts de location et d'exploitation des avions ainsi qu'un nombre d'heures de vol moins élevé (700 heures, contre 1 060 dans le budget approuvé pour 2024), compte tenu des tendances d'utilisation récentes ;
 - iii) Une diminution de 201 200 dollars au titre des frais médicaux, qui tient essentiellement à la diminution de la part des dépenses afférentes aux services médicaux partagés imputable à la Mission par rapport au montant prévu dans le budget approuvé pour 2024 ;
 - iv) Une augmentation de 427 300 dollars au titre des communications et de l'informatique, imputable à l'augmentation des ressources demandées pour le remplacement de matériel obsolète essentiel à la sécurité du réseau de la Mission, ainsi que pour la mise à niveau du matériel dans le cadre de l'amélioration des systèmes de surveillance des périmètres dans les enceintes et les locaux.

Taux de vacance

30. Les taux de vacance ayant servi à l'établissement du budget sont fondés sur les taux enregistrés à ce jour. Ils ont été calculés en tenant compte du taux de vacance moyen sur 12 mois enregistré en 2023 et du taux de vacance effectif au 31 mars 2024, le moins élevé des deux ayant été retenu dans le projet de budget pour 2025. Cette méthode est conforme aux orientations générales visant à améliorer l'exactitude et la cohérence des taux de vacance retenus aux fins de l'établissement des projets de budget pour 2025 et à garantir que les taux proposés sont fondés, dans toute la mesure possible, sur les taux effectifs. Un taux de vacance de 50 % a été retenu aux fins du calcul des coûts relatifs aux postes et emplois qu'il est proposé de créer ou de réaffecter.

Tableau 8

Taux de vacance

(En pourcentage)

Catégorie	Taux effectif moyen en 2023	Taux approuvé pour 2024	Taux effectif au 31 mars 2024	Taux proposé pour 2025
Militaires et personnel de police				
Observateur(trice) militaire	0,0	0,0	0,0	0,0
Personnel civil				
Personnel recruté sur le plan international	9,8	9,5	8,3	8,3
Personnel recruté sur le plan national				
Administrateurs	15,5	10,5	20,6	15,5
Agents locaux	11,2	9,5	15,3	11,2
Volontaires des Nations Unies				
Volontaires recrutés sur le plan international	9,3	12,0	5,3	9,3

<i>Catégorie</i>	<i>Taux effectif moyen en 2023</i>	<i>Taux approuvé pour 2024</i>	<i>Taux effectif au 31 mars 2024</i>	<i>Taux proposé pour 2025</i>
Volontaires recrutés sur le plan national	20,0	40,0	5,0	5,0

2. Effectifs nécessaires

31. Pour 2025, il est proposé d'apporter un certain nombre de modifications et d'ajustements à la structure et aux effectifs de la MANUA, dans le souci :
 - a) de simplifier la structure d'appui à la Mission en tenant compte des priorités fixées pour l'utilisation des ressources disponibles et de l'expérience d'autres entités (la Mission d'assistance des Nations Unies pour l'Iraq (MANUI) s'agissant du soutien psychosocial). À cette fin, il est proposé : i) de regrouper les piliers Gestion de la chaîne d'approvisionnement et Gestion de la prestation de services pour former un pilier Gestion de la chaîne d'approvisionnement et de la prestation de services, ce qui aboutirait à la suppression d'un poste P-5 ; ii) de rattacher le Groupe des achats et le Groupe de la gestion des acquisitions au pilier Gestion des opérations et des ressources. Il est également proposé que les services de soutien psychosocial soient partiellement externalisés, d'où la proposition consistant à supprimer deux postes (1 P-3 et 1 AN) ;
 - b) de rationaliser la gestion des chauffeurs de la Mission en faisant correspondre les ressources demandées aux besoins en matière de transport, l'objectif étant d'utiliser plus efficacement une équipe centrale de chauffeurs, d'où la proposition tendant à supprimer 17 postes de chauffeur(se) [agent(e) local(e)] et à rééquilibrer les effectifs restants en transférant 12 postes (8 postes des services opérationnels au Groupe des transports et 4 postes du Groupe des transports dans les bureaux locaux) ;
 - c) d'assurer la cohérence structurelle des équipes d'appui à la Mission des bureaux locaux afin que l'appui fourni corresponde mieux à la demande et aux pratiques sur le terrain, d'où la proposition consistant à transférer 11 postes ;
 - d) d'optimiser les ressources en personnel pour faire en sorte que les effectifs de la Mission concourent à l'exécution efficace du mandat de celle-ci et soient modulés selon les fonctions à exercer, et que les emplois ne soient conservés qu'après un examen critique des besoins permanents.
32. En ce qui concerne les activités de recouvrement des coûts, à la suite d'un examen des accords de partage des coûts conclus avec les organismes, fonds et programmes, il a été tenu compte, dans le projet de budget pour 2025, des mesures prises pour que le coût des services partagés soit réparti entre des entités plus nombreuses et dans un plus grand nombre de sites, ainsi que des efforts visant à ce que les ressources prévues dans le budget correspondent plus étroitement à la contribution de la Mission au coût de ces services. Dans ce cadre, la MANUA prendra à sa charge 30 % des coûts salariaux afférents à 8 postes liés aux services médicaux (1 P-4, 1 P-3, 2 AN et 3 AL) et à 26 emplois de Volontaire des Nations Unies soumis à recrutement international dont les titulaires viennent renforcer les capacités des Services médicaux communs et de l'Équipe d'intervention médicale des Nations Unies, alors qu'elle assumait la totalité de ces dépenses dans le budget approuvé pour 2024, d'où une réduction de 1,6 million de dollars des ressources demandées pour 2025. De plus, le budget tient compte de la réduction de la part incombant à la MANUA des dépenses de personnel afférentes aux agents de sécurité (AL) en poste dans les bureaux locaux gérés par la Mission, conformément au mémorandum d'accord, d'où une réduction de 1,2 million de dollars des dépenses prévues.
33. Compte tenu de la proportion invariablement faible de femmes parmi le personnel recruté sur le plan national, la MANUA attache une importance constante aux questions de genre, dans une société afghane profondément patriarcale, et s'emploie notamment à renforcer les capacités des femmes. Avec l'appui du Département des affaires politiques et de la consolidation de la paix du Secrétariat, elle a lancé en 2019 un programme national de jeunes Volontaires des Nations Unies qui cible les

Afghanes titulaires d'un diplôme universitaire et les jeunes professionnelles et propose des emplois de début de carrière. Ce programme constitue une filière essentielle qui permet aux jeunes femmes afghanes d'entrer sur le marché du travail et contribue ainsi à rééquilibrer la représentation des genres parmi le personnel recruté sur le plan national. À ce jour, 31 participantes du programme ont ensuite été recrutées par l'ONU ou par d'autres organisations internationales. En octobre 2022, l'Assemblée générale a approuvé l'inscription au budget ordinaire de 20 emplois de Volontaire des Nations Unies recruté(e) sur le plan national précédemment financés au moyen de ressources extrabudgétaires. Dans le prolongement des mesures prises pour continuer de favoriser une représentation équilibrée des genres dans les effectifs de la Mission, il est proposé que les 16 emplois de Volontaire des Nations Unies recruté(e) sur le plan national, actuellement financés au moyen de ressources extrabudgétaires, soient inscrits au budget ordinaire en 2025, pour que leurs titulaires continuent de contribuer aux programmes de travail de toutes les composantes de la Mission. Ces emplois jouent un rôle essentiel dans les activités de la Mission et sont nécessaires à plus long terme pour l'exécution du mandat et les opérations connexes.

34. Compte tenu de ce qui précède, les effectifs proposés pour 2025 pour la Mission font apparaître une diminution nette de huit postes, qui tient aux changements ci-dessous :
- Suppression de 32 postes (1 P-5, 2 P-3, 4 SM, 2 AN et 23 AL)
 - Création de 8 postes (1 P-4, 1 P-3, 4 AN et 2 AL)
 - Reclassement de 6 postes
 - Réaffectation de 12 postes
 - Transfert de 12 postes
 - Inscription au budget ordinaire de 16 emplois précédemment financés au moyen de ressources extrabudgétaires.
35. Ces changements sont détaillés par unité administrative dans les sections ci-dessous. On trouvera à l'annexe II du présent rapport des organigrammes.

Représentante spéciale du Secrétaire général pour l'Afghanistan

Tableau 9

Bureau de la Représentante spéciale du Secrétaire général pour l'Afghanistan : effectifs nécessaires

	Personnel recruté sur le plan international										Personnel recruté sur le plan national			Volontaires des Nations Unies				
	SGA	SSG	D-2	D-1	P-5	P-4	P-3	P-2	SM	Total G partiel	AN	AL	Total partiel	Volontaires recrutés sur le plan international	Volontaires recrutés sur le plan national	Total partiel	Total	
Équipe de la Représentante spéciale du Secrétaire général pour l'Afghanistan																		
Effectif approuvé pour 2024	1	–	–	–	1	1	–	–	2	–	5	–	4	4	–	–	–	9
Effectif proposé pour 2025	1	–	–	–	1	1	–	–	2	–	5	–	4	4	–	–	–	9
Variation	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Bureau du (de la) Chef de cabinet																		
Effectif approuvé pour 2024	–	–	1	–	2	3	3	–	1	–	10	9	4	13	–	–	–	23

	Personnel recruté sur le plan international										Personnel recruté sur le plan national				Volontaires des Nations Unies			
	SGA	SSG	D-2	D-1	P-5	P-4	P-3	P-2	SM	Total G partiel	AN	AL	Total partiel	Volontaires recrutés sur le plan international	Volontaires recrutés sur le plan national	Total partiel	Total	
Effectif proposé pour 2025	–	–	1	–	2	3	3	–	1	–	10	9	4	13	–	–	–	23
Variation	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Service des droits humains																		
Effectif approuvé pour 2024	–	–	–	1	2	4	1	1	1	–	10	6	10	16	–	1	1	27
Effectif proposé pour 2025	–	–	–	1	2	4	1	1	1	–	10	6	9	15	–	1	1	26
Variation	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	(1)	(1)	–	–	–	(1)
Section de la communication stratégique																		
Effectif approuvé pour 2024	–	–	–	–	1	2	1	–	–	–	4	4	8	12	–	–	–	16
Effectif proposé pour 2025	–	–	–	–	1	2	2	–	–	–	5	4	8	12	–	–	–	17
Variation	–	–	–	–	–	–	1	–	–	–	1	–	–	–	–	–	–	1
Groupe consultatif sur les questions de genre																		
Effectif approuvé pour 2024	–	–	–	–	1	1	1	–	–	–	3	–	1	1	–	–	–	4
Effectif proposé pour 2025	–	–	–	–	1	1	1	–	–	–	3	–	1	1	–	–	–	4
Variation	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Section de la sécurité																		
Effectif approuvé pour 2024	–	–	–	–	1	2	4	2	58	–	67	2	112	114	3	1	4	185
Effectif proposé pour 2025	–	–	–	–	1	2	4	2	55	–	64	2	109	111	3	3	6	181
Variation	–	–	–	–	–	–	–	–	(3)	–	(3)	–	(3)	(3)	–	2	2	(4)
Total (Bureau de la Représentante spéciale du Secrétaire général pour l’Afghanistan)																		
Effectif approuvé pour 2024	1	–	1	1	8	13	10	3	62	–	99	21	139	160	3	2	5	264
Effectif proposé pour 2025	1	–	1	1	8	13	11	3	59	–	97	21	135	156	3	4	7	260
Variation	–	–	–	–	–	–	1	–	(3)	–	(2)	–	(4)	(4)	–	2	2	(4)

36. La Représentante spéciale du Secrétaire général pour l'Afghanistan assure la direction stratégique des activités de coordination menées dans le pays par l'Organisation des Nations Unies dans le domaine politique et dans les domaines des droits humains, du développement et de l'assistance humanitaire. En sa qualité de Chef de la Mission, elle est également chargée de la direction exécutive des ressources et de l'administration de la MANUA. Elle est secondée par une équipe de direction. Les unités administratives suivantes sont placées sous l'autorité de la Représentante spéciale : le

Bureau du (de la) Chef de cabinet, le Service des droits humains, la Section de la communication stratégique, le Groupe consultatif sur les questions de genre et la Section de la sécurité.

Changements qu'il est proposé d'apporter à la structure de la Mission

Tableau 10

Bureau de la Représentante spéciale du Secrétaire général pour l'Afghanistan : ressources humaines

Unité administrative	Emplois				
	Variation	Classe	Titre ou fonction	Modification	Description
Service des droits humains	-1	AL	Chauffeur(se)	Transfert	Au Groupe des transports
Section de la communication stratégique	+1	P-3	Spécialiste de l'information	Création	
Section de la sécurité	-3	SM	Agent(e) de sécurité	Suppression	
	-3	AL	Chauffeur(se)	Transfert	Au Groupe des transports
	+2	VNU	Assistant(e) (sécurité locale)	Transformation	Emplois précédemment financés au moyen de ressources extrabudgétaires
Total	(4)				

37. Les changements ci-après sont proposés pour 2025 :

- a) **Service des droits humains** : transfert d'un poste de chauffeur(se) (AL) au Groupe des transports, comme indiqué au paragraphe 31 b) ;
- b) **Section de la communication stratégique** : création d'un poste de spécialiste de l'information (P-3) dont le (la) titulaire aidera le Représentant spécial adjoint du Secrétaire général (Coordonnateur résident et Coordonnateur de l'action humanitaire) dans les domaines suivants : coordination et rationalisation du contenu et des messages diffusés dans l'ensemble du système des Nations Unies ; renforcement de la communication et établissement de rapports au sujet des priorités de plus en plus exigeantes relevant du mandat, à savoir la gestion des risques, la prévention du détournement de l'aide et le respect du droit international humanitaire, et établissement, en réponse à une demande croissante, de rapports destinés au public et aux donateurs sur les mesures prises par la Mission pour accroître la responsabilité, la transparence et l'utilisation efficace de l'aide ; développement des campagnes thématiques sur les questions liées aux changements climatiques et à l'environnement ; organisation de campagnes fondées sur des données, à l'intention du public, sur des thèmes liés aux questions de genre ; promotion des droits sociaux, économiques et culturels et des droits des personnes en situation de handicap ; appui à la coordination de la lutte antimines humanitaire ; intensification de la promotion des langues vernaculaires et de la production de contenu dans ces langues ; renforcement des activités de surveillance et d'analyse visant à contrer la menace de la désinformation et de la désinformation ;
- c) **Section de la sécurité** :
 - i) Suppression de trois postes d'agent(e) de sécurité (SM) à l'issue d'un examen de la charge de travail de la Section, qui a permis de déterminer que les fonctions s'y rattachant pouvaient être prises en charge par le reste de l'équipe ;
 - ii) Transfert de trois postes de chauffeur(se) (AL) au Groupe des transports, comme indiqué au paragraphe 31 b) ;
 - iii) Inscription au budget ordinaire de deux postes d'assistant(e) (sécurité locale) (Volontaire des Nations Unies recruté(e) sur le plan national) précédemment financés au moyen de ressources extrabudgétaires, comme indiqué au paragraphe 33 ; les titulaires prêteront un

appui administratif, logistique et opérationnel efficace au Centre de coordination des réponses aux crises de la Section de la sécurité et seront les premiers interlocuteurs sur les questions de sécurité pour tous les membres du personnel des Nations Unies nécessitant une assistance en la matière.

Tableau 11

Équipe Afghanistan de la Division de l'Asie et du Pacifique du Département des affaires politiques et de la consolidation de la paix

	Personnel recruté sur le plan international											Personnel recruté sur le plan national			Volontaires des Nations Unies			
	SGA	SSG	D-2	D-1	P-5	P-4	P-3	P-2	SM	G	Total partiel	AN	AL	Total partiel	Volontaires recrutés sur le plan international	Volontaires recrutés sur le plan national	Total partiel	Total
Effectif approuvé pour 2024	–	–	–	1	1	1	1	–	–	1	5	–	–	–	–	–	–	5
Effectif proposé pour 2025	–	–	–	1	1	1	1	–	–	1	5	–	–	–	–	–	–	5
Variation	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–

38. L'équipe Afghanistan de la Division de l'Asie et du Pacifique du Département des affaires politiques et de la consolidation de la paix [1 D-1, 1 P-5, 1 P-4, 1 P-3 et 1 G(AC)] continuera de soutenir la Mission, notamment en lui fournissant un appui opérationnel, en contribuant à la définition et à la hiérarchisation des objectifs stratégiques essentiels conformément au mandat de la Mission et eu égard aux besoins politiques et en dialoguant avec les États Membres et les autres partenaires importants sur les plans régional et international.

Bureau du Représentant spécial adjoint du Secrétaire général (affaires politiques)

Tableau 12

Bureau du Représentant spécial adjoint du Secrétaire général (affaires politiques) : effectifs nécessaires

	Personnel recruté sur le plan international										Personnel recruté sur le plan national			Volontaires des Nations Unies				
	SGA	SSG	D-2	D-1	P-5	P-4	P-3	P-2	SM	G	Total partiel	AN	AL	Total partiel	Volontaires recrutés sur le plan international	Volontaires recrutés sur le plan national	Total partiel	Total
Équipe du Représentant spécial adjoint du Secrétaire général (affaires politiques)																		
Effectif approuvé pour 2024	–	1	–	–	–	1	1	–	1	–	4	1	3	4	–	–	–	8
Effectif proposé pour 2025	–	1	–	–	–	1	1	–	1	–	4	1	3	4	–	–	–	8
Variation	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Service des affaires politiques																		
Effectif approuvé pour 2024	–	–	–	1	2	7	4	1	–	–	15	8	11	19	–	3	3	37
Effectif proposé pour 2025	–	–	–	1	2	7	4	1	–	–	15	8	8	16	–	6	6	37
Variation	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	(3)	(3)	–	3	3	–

	Personnel recruté sur le plan international										Personnel recruté sur le plan national			Volontaires des Nations Unies				
	SGA	SSG	D-2	D-1	P-5	P-4	P-3	P-2	SM	G	Total partiel	AN	AL	Total partiel	Volontaires recrutés sur le plan international	Volontaires recrutés sur le plan national	Total partiel	Total
Bureau de liaison à Téhéran																		
Effectif approuvé pour 2024	–	–	–	–	–	1	–	–	–	–	1	1	2	3	–	–	–	4
Effectif proposé pour 2025	–	–	–	–	–	1	–	–	–	–	1	1	2	3	–	–	–	4
Variation	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Bureau de liaison à Islamabad																		
Effectif approuvé pour 2024	–	–	–	–	–	1	–	–	–	–	1	1	3	4	–	–	–	5
Effectif proposé pour 2025	–	–	–	–	–	1	–	–	–	–	1	1	3	4	–	–	–	5
Variation	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Groupe de la coopération régionale																		
Effectif approuvé pour 2024	–	–	–	–	1	–	2	–	–	–	3	–	–	–	–	–	–	3
Effectif proposé pour 2025	–	–	–	–	1	–	2	–	–	–	3	–	–	–	–	–	–	3
Variation	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Groupe consultatif sur la coopération stratégique																		
Effectif approuvé pour 2024	–	–	–	–	1	–	1	–	–	–	2	1	1	2	–	–	–	4
Effectif proposé pour 2025	–	–	–	–	1	–	1	–	–	–	2	1	–	1	–	–	–	3
Variation	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	(1)	(1)	–	–	–	(1)
Section conjointe de l’analyse et de l’établissement des rapports																		
Effectif approuvé pour 2024	–	–	–	–	1	2	2	–	–	–	5	1	4	5	–	–	–	10
Effectif proposé pour 2025	–	–	–	–	1	2	2	–	–	–	5	1	4	5	–	–	–	10
Variation	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Total [Bureau du Représentant spécial adjoint du Secrétaire général (affaires politiques) (composante politique)]																		
Effectif approuvé pour 2024	–	1	–	1	5	12	10	1	1	–	31	13	24	37	–	3	3	71
Effectif proposé pour 2025	–	1	–	1	5	12	10	1	1	–	31	13	20	33	–	6	6	70
Variation	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	(4)	(4)	–	3	3	(1)

39. Le Représentant spécial adjoint du Secrétaire général (affaires politiques) conseille la Représentante spéciale sur les questions politiques et les facteurs ayant une incidence sur l'exécution du mandat de la Mission, et est chargé de la gestion de la composante politique. Il prête son concours à l'exécution

du mandat de la Mission en fournissant des analyses régulières de la situation politique dans le pays et la région, comme suit : a) en assurant la liaison avec la communauté internationale, la communauté diplomatique et les organisations non gouvernementales en Afghanistan sur les questions politiques ; b) en coordonnant les priorités politiques au sein de la Mission et avec le Siège de l'ONU ; c) en exerçant ses bons offices et en menant des actions de sensibilisation, en particulier dans les domaines de la stabilité politique et de la coopération régionale.

Tableau 13

Équipe du Représentant spécial adjoint du Secrétaire général (affaires politiques) : ressources humaines

Unité administrative	Emplois				
	Variation	Classe	Titre ou fonction	Modification	Description
Service des affaires politiques	-1	AN	Spécialiste des affaires électorales (adjoint(e) de 2 ^e classe)	Réaffectation	}
	+1	AN	Spécialiste des questions politiques (adjoint(e) de 2 ^e classe)	Réaffectation	
	-3	AL	Chauffeur(se)	Transfert	Au Groupe des transports
	+3	VNU	Spécialiste des questions politiques (adjoint(e) de 1 ^{re} classe)	Transformation	Emplois précédemment financés au moyen de ressources extrabudgétaires
Groupe consultatif sur la coopération stratégique	-1	AL	Chauffeur(se)	Transfert	Au Groupe des transports
Total	(1)				

40. Les changements ci-après sont proposés pour 2025 :

a) **Service des affaires politiques :**

- i) Réaffectation d'un poste de spécialiste des affaires électorales (adjoint(e) de 2^e classe) (AN) qui deviendra un poste de spécialiste des questions politiques (adjoint(e) de 2^e classe) (AN), le but étant d'ajuster les rôles pour que le Service atteigne ses objectifs, conformément au paragraphe 5 d) de la résolution [2626 \(2022\)](#), dans lequel le Conseil de sécurité a chargé la Mission de mener des analyses relatives à l'économie politique, y compris une meilleure compréhension de l'économie illicite ;
- ii) Transfert de trois postes de chauffeur(se) (AL) au Groupe des transports, comme indiqué au paragraphe 31 b) ;
- iii) Inscription au budget ordinaire de trois postes de spécialiste des questions politiques (adjoint(e) de 1^{re} classe) (Volontaire des Nations unies recruté(e) sur le plan national) qui étaient précédemment financés au moyen de ressources extrabudgétaires, comme indiqué au paragraphe 33 ; les titulaires seront chargés de suivre et d'appuyer les activités liées à l'inclusion politique et à la sécurité menées par les forces de sécurité de facto et d'en rendre compte, de faciliter la communication avec les différents acteurs et de contribuer à la collecte et à la gestion de données qui serviront de base à l'analyse de l'économie politique ;

- b) **Groupe consultatif sur la coopération stratégique :** transfert d'un poste de chauffeur(se) (AL) au Groupe des transports, comme indiqué au paragraphe 31 b) ;

**Bureau du Représentant spécial adjoint du Secrétaire général (Coordonnateur résident et
Coordonnateur de l'action humanitaire)**

Tableau 14

**Bureau du Représentant spécial adjoint du Secrétaire général (Coordonnateur résident et Coordonnateur de
l'action humanitaire) : effectifs nécessaires**

	Personnel recruté sur le plan international										Personnel recruté sur le plan national			Volontaires des Nations Unies				Total
	SGA	SSG ^a	D-2	D-1	P-5	P-4	P-3	P-2	SM	Total G partiel	AN	AL	Total partiel	Volontaires	Volontaires	Total		
														recrutés sur le plan international	recrutés sur le plan national			
Équipe du Représentant spécial adjoint du Secrétaire général (Coordonnateur résident et Coordonnateur de l'action humanitaire)																		
Effectif approuvé pour 2024	–	1	–	1	1 ^b	2 ^b	1	–	2	–	8	–	3	3	–	–	–	11
Effectif proposé pour 2025	–	1	–	1	1 ^b	3 ^b	1	–	2	–	9	1 ^c	4 ^c	5	–	–	–	14
Variation	–	–	–	–	–	1	–	–	–	–	1	1	1	2	–	–	–	3
Bureau du Coordonnateur résident/Groupe de l'équipe de pays des Nations Unies																		
Effectif approuvé pour 2024	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	1	1	2	–	–	–	2
Effectif proposé pour 2025	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	1	1	2	–	–	–	2
Variation	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Section pour la cohérence des mesures de coordination de l'aide																		
Effectif approuvé pour 2024	–	–	–	–	1	1	1	–	–	–	3	1	1	2	–	–	–	5
Effectif proposé pour 2025	–	–	–	–	1	1	1	–	–	–	3	1	1	2	–	–	–	5
Variation	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Section de coordination de la gestion des risques																		
Effectif approuvé pour 2024	–	–	–	–	1	1	–	–	–	–	2	2	2	4	–	–	–	6
Effectif proposé pour 2025	–	–	–	–	1	1	–	–	–	–	2	2	2	4	–	–	–	6
Variation	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Total [Bureau du Représentant spécial adjoint du Secrétaire général (Coordonnateur résident et Coordonnateur de l'action humanitaire) (composante Développement)]																		
Effectif approuvé pour 2024	–	1	–	1	3	4	2	–	2	–	13	4	7	11	–	–	–	24
Effectif proposé pour 2025	–	1	–	1	3	5	2	–	2	–	14	5	8	13	–	–	–	27
Variation	–	–	–	–	–	1	–	–	–	–	1	1	1	2	–	–	–	3

^a Pris en charge à parts égales par la MANUA et le Bureau de la coordination des activités de développement.

^b Dont un emploi de classe P-5 et un emploi de classe P-4 approuvés au titre du personnel temporaire (autre que pour les réunions).

^c Dont un emploi d'administrateur(trice) recruté(e) sur le plan national et un emploi d'agent(e) local(e) dont la création est proposée au titre du personnel temporaire (autre que pour les réunions).

41. Dans le cadre de son rôle de Coordonnateur résident et de Coordonnateur de l'action humanitaire, le Représentant spécial adjoint du Secrétaire général est chargé de maintenir les liens avec l'équipe de pays des Nations Unies. Aux alinéas a), b), i) et j) du paragraphe 5 de sa résolution 2626 (2022), le Conseil de sécurité a chargé le Représentant spécial adjoint des tâches suivantes : coordonner et faciliter la fourniture d'une aide humanitaire et de ressources financières à l'appui de l'action humanitaire ; coordonner les donateurs internationaux et les organisations internationales en ce qui concerne les besoins humains fondamentaux ; coordonner l'approche globale de gestion des risques suivie par les Nations Unies en Afghanistan ; coordonner la mise en œuvre des mesures d'atténuation de la menace liée aux engins explosifs à l'appui des initiatives humanitaires et de développement.

Tableau 15

Représentant spécial adjoint du Secrétaire général (Coordonnateur résident et Coordonnateur de l'action humanitaire) (composante Développement) : ressources humaines

Unité administrative	Emplois				
	Variation	Classe	Titre ou fonction	Modification	Description
Équipe de direction	+1	P-4	Économiste	Création	
	–	P-5	Spécialiste hors classe de la gestion de programme	Reconduction [emploi de temporaire (autre que pour les réunions)]	
	–	P-4	Coordonnateur(trice)	Reconduction [emploi de temporaire (autre que pour les réunions)]	
	+1	AN	Spécialiste de la gestion de programme (adjoint(e) de 1 ^{re} classe)	Création [emploi de temporaire (autre que pour les réunions)]	
	+1	AL	Assistant(e) (analyse de données)	Création [emploi de temporaire (autre que pour les réunions)]	
Total	+3				

42. Les changements ci-après sont proposés pour 2025 :

Équipe du Représentant spécial adjoint du Secrétaire général (Coordonnateur résident et Coordonnateur de l'action humanitaire) :

- a) Création d'un poste d'économiste (P-4), dont le (la) titulaire aidera les entités des Nations Unies et les partenaires de développement à définir et à mettre en œuvre des politiques et stratégies de diversification économique, à encourager l'entrepreneuriat, à améliorer l'accès aux marchés internationaux et à renforcer l'établissement, par la Mission, de rapports sur les progrès économiques et les difficultés rencontrées. En application de la résolution 2626 (2022) du Conseil de sécurité, le (la) titulaire jouera un rôle crucial en ce qu'il ou elle coordonnera les donateurs internationaux et les institutions financières de manière à créer des conditions économiques et sociales propices à l'autonomie et à la stabilité. La création de poste proposée permettra de doter la Mission de l'expertise technique dont elle manque actuellement dans les domaines du relèvement économique, du commerce et du transit, et de l'analyse des systèmes financiers ;
- b) Reconduction de deux emplois de temporaire (autres que pour les réunions), à savoir :
 - i) un emploi de spécialiste hors classe de la gestion de programme (P-5), qui permettra de poursuivre la mise en œuvre du programme de lutte antimines prévu au paragraphe 5 c) de la résolution 2626 (2022) du Conseil de sécurité. Le (la) titulaire continuera de fournir des conseils techniques et stratégiques à la direction de la Mission et aux parties concernées par la lutte antimines et à collaborer avec les autorités nationales responsables de la lutte antimines, l'équipe de pays des Nations Unies et l'équipe humanitaire pour plaider en faveur de cette lutte ;

- ii) un emploi de coordonnateur(trice) (P-4), dont le (la) titulaire continuera de mener des recherches et des analyses en recoupant les informations relatives à la fourniture d'une assistance en Afghanistan, facilitera la communication et la négociation avec les institutions de facto en ce qui concerne les difficultés opérationnelles liées à la fourniture d'une aide répondant aux besoins humanitaires et humains fondamentaux de la population afghane, et défendra le respect des droits, l'inclusion, l'équité, la transparence et la responsabilité dans la fourniture de l'aide auprès des autorités de facto.
43. Le Service de la lutte antimines de l'ONU fournit des services de détection des mines et de déminage à la MANUA dans le cadre de son partenariat de longue date avec le Bureau des Nations Unies pour les services d'appui aux projets (UNOPS), conformément au mémorandum d'accord-cadre qui existe entre ce dernier et l'ONU. Le BSCI a recommandé, dans son audit sur le mécanisme de suivi et d'évaluation du Service de la lutte antimines, que celui-ci renforce son environnement de contrôle et intensifie le contrôle financier ainsi que le suivi et l'évaluation. Dans son rapport sur les opérations de maintien de la paix des Nations Unies pour l'exercice allant du 1^{er} juillet 2019 au 30 juin 2020, le Comité des commissaires aux comptes a recommandé que le Service de la lutte antimines réduise sa dépendance à l'égard de l'UNOPS et évalue s'il serait avantageux qu'il s'acquitte lui-même d'une certaine partie des activités de lutte contre les mines (A/75/5 (Vol. II), chap. II, par. 175).
44. Dans ce contexte, il est proposé de créer deux emplois de temporaire (autres que pour les réunions) (1 AN et 1 AL), comme indiqué dans le tableau 15 ci-dessus, afin de faire progresser les objectifs de la MANUA en matière de lutte antimines de la façon la plus efficace, la plus rationnelle et la plus transparente possible. Ces deux emplois viendront remplacer les modalités précédentes, qui consistaient à faire appel à l'UNOPS pour la prestation des services de lutte antimines ; les ressources afférentes aux deux membres du personnel recrutés sur le plan national qui en étaient chargés jusqu'à présent étaient inscrites au budget à la rubrique Fournitures, services et matériel divers. Cette approche contribuera à améliorer la gouvernance et la transparence du programme de lutte antimines en créant un lien hiérarchique direct entre le personnel chargé de la lutte antimines et le (la) spécialiste hors classe de la gestion de programme (P-5) mentionné au paragraphe 42 b) i). Elle améliorera l'efficacité de l'exécution du programme en faisant en sorte que les fonctions essentielles soient assurées par le personnel de la MANUA. En outre, des économies seront réalisées au titre du personnel et grâce à l'élimination des dépenses d'appui aux programmes qui découlaient des modalités d'exécution par l'UNOPS précédemment en vigueur, comme indiqué dans le tableau 16.

Tableau 16

Programme de lutte antimines : nouvelles modalités

(En milliers de dollars des États-Unis)

Catégorie	Montant	Mesure
Les économies attendues au titre du personnel et en lien avec l'élimination des dépenses d'appui aux programmes qui n'ont plus lieu d'être et qui étaient précédemment inscrites au budget à la rubrique Fournitures, services et matériel divers (services de détection des mines et de déminage) se répartissent comme suit :		
Fournitures, services et matériel divers	158,7	Les gains d'efficience tiennent à l'élimination des dépenses afférentes à 2 postes (personnel recruté sur le plan national) (146 700 dollars) et des dépenses d'appui aux programmes de l'UNOPS et des frais d'administration y relatifs (12 000 dollars), qui n'ont plus lieu d'être

<i>Catégorie</i>	<i>Montant</i>	<i>Mesure</i>
Personnel temporaire (autre que pour les réunions)	(64,3)	Ce montant tient aux 2 emplois de temporaire (1 AN et 1 AL) qui seront inscrits au tableau d'effectifs de la MANUA et pour lesquels un taux de vacance de 50 % sera appliqué. Pour les exercices suivants, le coût en année pleine est estimé à 128 600 dollars
Total	94,4	Les économies sont estimées à 94 400 dollars pour 2025. À compter de 2026, une fois pris en compte le coût en année pleine des nouveaux emplois, elles sont estimées à environ 30 100 dollars par an.

45. Les fonctions attachées aux deux emplois de temporaire (autres que pour les réunions) qu'il est proposé de créer sont les suivantes :
- a) Le (la) spécialiste de la gestion de programme (adjoint(e) de 1^{re} classe) (AN) contribuera à la réalisation d'évaluations des menaces liées aux engins explosifs, fournira à la MANUA et à la Direction de la coordination de la lutte antimines, qui relève des autorités de facto, une expertise quant aux mesures à prendre pour atténuer ces menaces dans le cadre de l'examen et de la mise en œuvre des normes nationales et internationales de la lutte antimines, et facilitera la coordination des activités menées en ce sens en Afghanistan et l'échange d'informations entre la MANUA, la Direction, qui relève des autorités de facto, et les acteurs de la lutte antimines en Afghanistan, qui comprennent plus de 35 organisations non gouvernementales nationales et internationales ;
 - b) L'assistant(e) (analyse de données) (AL) sera responsable de l'analyse et de l'interprétation des données relatives à la lutte antimines et de l'élaboration d'un large éventail de produits de gestion de l'information, notamment des cartes et des tableaux de bord, à l'appui de la mise en œuvre quotidienne du programme de lutte antimines de la Mission.
46. Le Comité d'examen des programmes du Service de la lutte antimines, composé de membres du personnel du Siège et de la MANUA, a examiné les ressources demandées pour veiller à ce que le programme de lutte antimines de cette dernière concoure efficacement à l'exécution de son mandat.

Appui à la Mission

Tableau 17

Appui à la mission : effectifs nécessaires

	Personnel recruté sur le plan international										Personnel recruté sur le plan national			Volontaires des Nations Unies				
	SGA	SSG	D-2	D-1	P-5	P-4	P-3	P-2	SM	G	Total partiel	AN	AL	Total partiel	Volontaires recrutés sur le plan international	Volontaires recrutés sur le plan national	Total partiel	Total
Bureau du Chef de l'appui à la Mission																		
Effectif approuvé pour 2024	–	–	–	1	–	1	1	–	2	–	5	1	1	2	3	–	3	10
Effectif proposé pour 2025	–	–	–	1	–	1	2	–	2	–	6	1	1	2	3	–	3	11
Variation	–	–	–	–	–	–	1	–	–	–	1	–	–	–	–	–	–	1
Gestion des opérations et des ressources																		
Effectif approuvé pour 2024	–	–	–	–	1	3	3	–	14	–	21	10	35	45	9	4	13	79

	Personnel recruté sur le plan international										Personnel recruté sur le plan national			Volontaires des Nations Unies				
	SGA	SSG	D-2	D-1	P-5	P-4	P-3	P-2	SM	G	Total partiel	AN	AL	Total partiel	Volontaires recrutés sur le plan international	Volontaires recrutés sur le plan national	Total partiel	Total
Effectif proposé pour 2025	–	–	–	–	1	4	4	–	17	–	26	11	39	50	11	9	20	96
Variation	–	–	–	–	–	1	1	–	3	–	5	1	4	5	2	5	7	17
Gestion de la chaîne d’approvisionnement (ancienne composante)																		
Effectif approuvé pour 2024	–	–	–	–	1	2	1	–	7	–	11	2	27	29	9	1	10	50
Effectif proposé pour 2025	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Variation	–	–	–	–	(1)	(2)	(1)	–	(7)	–	(11)	(2)	(27)	(29)	(9)	(1)	(10)	(50)
Gestion de la chaîne d’approvisionnement et de la prestation de services (anciennement Gestion de la prestation de services)																		
Effectif approuvé pour 2024	–	–	–	–	1	3	6	–	11	–	21	15	135	150	32	2	34	205
Effectif proposé pour 2025	–	–	–	–	1	4	4	–	14	–	23	14	140	154	39	4	43	220
Variation	–	–	–	–	–	1	(2)	–	3	–	2	(1)	5	4	7	2	9	15
Total (appui à la Mission)																		
Effectif approuvé pour 2024	–	–	–	1	3	9	11	–	34	–	58	28	198	226	53	7	60	344
Effectif proposé pour 2025	–	–	–	1	2	9	10	–	33	–	55	26	180	206	53	13	66	327
Variation	–	–	–	–	(1)	–	(1)	–	(1)	–	(3)	(2)	(18)	(20)	–	6	6	(17)

47. L'appui à la Mission relève de la responsabilité du Chef de l'appui à la Mission, qui coordonne et supervise les trois principaux axes de travail, à savoir la gestion des opérations et des ressources, la gestion de la prestation de services et la gestion de la chaîne d'approvisionnement.
48. Le Chef de l'appui à la Mission est le principal conseiller de la Chef de la Mission pour toutes les questions d'appui administratif et logistique. Il est secondé par les chefs des piliers Gestion des opérations et des ressources et Gestion de la chaîne d'approvisionnement et de la prestation de services.
49. Pour obtenir des gains d'efficacité en simplifiant les structures, et après consultation du Bureau de la gestion de la chaîne d'approvisionnement du Département de l'appui opérationnel, il est proposé de fusionner les piliers Gestion de la chaîne d'approvisionnement et Gestion de la prestation de services pour former un pilier Gestion de la chaîne d'approvisionnement et de la prestation de services et de rattacher au pilier Gestion des opérations et des ressources le Groupe des achats et le Groupe de la gestion des acquisitions, qui relevaient précédemment du pilier Gestion de la chaîne d'approvisionnement, afin de permettre la séparation des tâches et une répartition équilibrée du travail entre les deux piliers.
50. Le pilier Gestion des opérations et des ressources continuera de fournir un appui général et de gérer les opérations et les ressources. Le (la) Chef de la gestion des opérations et des ressources, qui rend compte au Chef de l'appui à la Mission, supervise la Section des ressources humaines et de la formation, le Groupe du budget et des finances et la Section des technologies et coordonne les activités des bureaux locaux chargés de l'appui à la Mission. Comme indiqué plus haut, pour 2025,

il est proposé que le Groupe des achats et le Groupe de la gestion des acquisitions, qui relevaient précédemment du pilier Gestion de la chaîne d'approvisionnement, soient rattachés au pilier Gestion des opérations et des ressources.

51. Le pilier Gestion de la chaîne d'approvisionnement et de la prestation de services sera chargé de gérer et de coordonner les flux de marchandises et de services ainsi que d'assurer les principaux services de soutien logistique à toutes les composantes de la Mission et à d'autres clients. Le (la) Chef de la gestion de la chaîne d'approvisionnement et de la prestation de services, qui rend compte au Chef de l'appui à la Mission, supervise le Groupe de la gestion du matériel, le Groupe de la gestion centralisée des stocks, la Section du contrôle des mouvements et des opérations aériennes, le Groupe de l'approvisionnement général et des carburants, la Section du génie et de l'entretien des installations, le Groupe des transports et la Section des services médicaux, du soutien psychosocial et de la qualité de vie.

Bureau du Chef de l'appui à la Mission

Tableau 18

Bureau du Chef de l'appui à la Mission : ressources humaines

Unité administrative	Emplois				
	Variation	Classe	Titre ou fonction	Modification	Description
Bureau du Chef de l'appui à la Mission	+1	P-3	Analyste de données	Réaffectation	Depuis la Section du contrôle des mouvements et des opérations aériennes
Total	+1				

52. Le changement ci-après est proposé pour 2025 :

Bureau du Chef de l'appui à la Mission : réaffectation d'un poste de spécialiste de la conformité technique dans le domaine de l'aviation (P-3) précédemment rattaché à la Section du contrôle des mouvements et des opérations aériennes, qui deviendra un poste d'analyste de données (P-3), l'objectif étant de renforcer les capacités d'analyse et de gestion des données et de contribuer à l'élaboration de tableaux de bord et de rapports analytiques à l'appui de la gestion stratégique des ressources. Le (la) titulaire participera à la production, à l'analyse et à la communication d'informations fondées sur des données, ce qui permettra de renforcer le suivi et le contrôle de la conformité et de la prise de décisions. La création de ce poste permettra à la Mission d'utiliser la technologie et les données au service de l'exécution des activités prescrites.

Gestion des opérations et des ressources

Tableau 19

Gestion des opérations et des ressources : ressources humaines

Unité administrative	Emplois				
	Variation	Classe	Titre ou fonction	Modification	Description
Bureau du (de la) Chef de la gestion des opérations et des ressources	+1	VNU	Assistant(e) à la coordination sur le terrain	Transformation	Emploi précédemment financé au moyen de ressources extrabudgétaires
Section des technologies	+2	VNU	Assistant(e) de gestion de l'information (adjoint(e) de 1 ^{re} classe)	Transformation	Emplois précédemment financés au moyen de ressources extrabudgétaires

Unité administrative	Emplois				
	Variation	Classe	Titre ou fonction	Modification	Description
Section des ressources humaines et de la formation	+1	VNU	Assistant(e) chargé(e) des ressources humaines	Transformation	Emploi précédemment financé au moyen de ressources extrabudgétaires
Groupe des achats	+8		(1 P-4, 1 P-3, 2 SM, 1 AN, 2 AL et 1 VNU)	Restructuration	Rattachement précédent : pilier Gestion de la chaîne d'approvisionnement et de la prestation de services
Groupe de la gestion des acquisitions	+5		(1 SM, 2 AL et 2 VNU)	Restructuration	Rattachement précédent : pilier Gestion de la chaîne d'approvisionnement et de la prestation de services
Total	+17				

53. Les changements ci-après sont proposés pour 2025 :

- a) **Bureau du (de la) Chef des opérations et de la gestion des ressources** : inscription au budget ordinaire d'un emploi d'assistant(e) à la coordination sur le terrain (Volontaire des Nations Unies recruté(e) sur le plan national) précédemment financé au moyen de ressources extrabudgétaires, comme indiqué au paragraphe 33, le but étant de contribuer à la coordination des activités des bureaux locaux, de rassembler des informations à l'appui de la prise de décisions et de rationaliser les échanges, la communication et l'établissement de rapports ;
- b) **Section des technologies** : inscription au budget ordinaire de deux emplois d'assistant(e) de gestion de l'information (adjoint(e) de 1^{re} classe) (Volontaire des Nations Unies recruté(e) sur le plan national) précédemment financés au moyen de ressources extrabudgétaires, comme indiqué au paragraphe 33, le but étant d'appuyer le déploiement du système de classement des dossiers et d'améliorer la gestion des dossiers ;
- c) **Section des ressources humaines et de la formation** : inscription au budget ordinaire d'un emploi d'assistant(e) chargé(e) des ressources humaines (Volontaire des Nations Unies recruté(e) sur le plan national) précédemment financé au moyen de ressources extrabudgétaires, comme indiqué au paragraphe 33, l'objectif étant d'appuyer les activités de la Section, en particulier celles qui visent à pourvoir les postes soumis à recrutement national (examen des candidatures sur la base des critères d'admissibilité, lancement et suivi de la vérification des références, administration des avantages et prestations et aide à l'établissement de documents d'information à l'appui du recrutement) ;
- d) **Groupe des achats** : restructuration touchant le Groupe des achats, qui compte huit postes et emplois (1 P-4, 1 P-3, 2 SM, 1 AN, 2 AL et 1 VNU) et qui était préalablement rattaché au pilier Gestion de la chaîne d'approvisionnement, comme indiqué au paragraphe 49 ;
- e) **Groupe de la gestion des acquisitions** : restructuration touchant le Groupe de la gestion des acquisitions, qui compte cinq postes et emplois (1 SM, 2 AL et 2 VNU) et qui était préalablement rattaché au pilier Gestion de la chaîne d'approvisionnement, comme indiqué au paragraphe 49 ;

Gestion de la chaîne d'approvisionnement et de la prestation de services

Tableau 20

Gestion de la chaîne d'approvisionnement et de la prestation de services : ressources humaines

Unité administrative	Emplois				
	Variation	Classe	Titre ou fonction	Modification	Description
Bureau du (de la) Chef de la gestion de la chaîne d'approvisionnement et de la prestation de services	-1	P-5	Chef de la gestion de la chaîne d'approvisionnement	Suppression	
Groupe de la gestion centralisée des stocks	-1	AL	Assistant(e) administratif(ve)	Suppression	
	-1	SM	Technicien(ne) véhicules	Réaffectation	}
	+1	SM	Assistant(e) au soutien logistique	Réaffectation	
Section du contrôle des mouvements et des opérations aériennes	-1	P-3	Spécialiste de la conformité technique dans le domaine de l'aviation	Réaffectation	Au Bureau du Chef de l'appui à la Mission
	-1	AN	Agent(e) de la régulation des mouvements (adjoint(e) de 1 ^{re} classe)	Suppression	
	-2	AL	Assistant(e) au contrôle des mouvements	Suppression	
	-1	AL	Assistant(e) aux opérations aériennes	Suppression	
	+1	VNU	Assistant(e) aux opérations aériennes	Transformation	Emploi précédemment financé au moyen de ressources extrabudgétaires
Section des services médicaux, du soutien psychosocial et de la qualité de vie	-1	P-3	Conseiller(ère) du personnel	Suppression	
	-1	AN	Conseiller(ère) du personnel (adjoint(e) de 1 ^{re} classe)	Suppression	
	-1	AL	Infirmier(ère)	Suppression	
Groupe de l'approvisionnement général et des carburants	-1	SM	Assistant(e) à la gestion des carburants	Suppression	
	+1	VNU	Assistant(e) aux finances	Transformation	Emploi précédemment financé au moyen de ressources extrabudgétaires
Groupe des transports	-17	AL	Chauffeur(se)	Suppression	
	+8	AL	Chauffeur(se)	Transfert	Depuis le Service des droits humains (1 poste), le Service des affaires politiques (3 postes), la Section de la sécurité (3 postes) et le Groupe consultatif sur la coopération stratégique (1 poste)
	-4	AL	Chauffeur(se)	Transfert	Au bureau local de Bamiyan (2 postes), au bureau local de Kondoz

Unité administrative	Emplois				
	Variation	Classe	Titre ou fonction	Modification	Description
Groupe des achats	-8		(1 P-4, 1 P-3, 2 SM, 1 AN, 2 AL et 1 VNU)	Restructuration	(1 poste) et au bureau local de Kandahar (1 poste) Nouveau rattachement : pilier Gestion des opérations et des ressources
Groupe de la gestion des acquisitions	-5		(1 SM, 2 AL et 2 VNU)	Restructuration	Nouveau rattachement : pilier Gestion des opérations et des ressources
Total	(35)				

54. Les changements ci-après sont proposés pour 2025 :

a) **Bureau du (de la) Chef de la gestion de la chaîne d'approvisionnement et de la prestation de services :**

- i) Fusion du pilier Gestion de la chaîne d'approvisionnement avec le pilier Gestion de la prestation de services pour former le pilier Gestion de la chaîne d'approvisionnement et de la prestation de services, comme indiqué au paragraphe 49. À cet égard, il est proposé que le Groupe de la gestion centralisée des stocks et la Section de la gestion du matériel, qui relèvent actuellement du pilier Gestion de la chaîne d'approvisionnement, soient rattachés au nouveau pilier proposé. Il est également proposé que le Groupe des achats (8 postes) et le Groupe de la gestion des acquisitions (5 postes) soient rattachés au pilier Gestion des opérations et des ressources, comme indiqué au paragraphe 50 ;
- ii) Suppression du poste de Chef de la gestion de la chaîne d'approvisionnement (P-5) en raison de la fusion de deux piliers ;

b) **Groupe de la gestion centralisée des stocks :**

- i) Suppression d'un poste d'assistant(e) administratif(ve) (AL) à l'issue d'un examen de la charge de travail du Groupe qui a permis de déterminer que les fonctions s'y rattachant pouvaient être prises en charge par le reste de l'équipe ;
- ii) Réaffectation d'un poste de technicien(ne) automobile (SM), qui deviendra un poste d'assistant(e) au soutien logistique (SM) ; le Groupe sera ainsi mieux à même de gérer de bout en bout la chaîne d'approvisionnement. Le (la) titulaire du poste veillera à ce que tout le matériel acheté par la Mission soit correctement reçu, stocké et comptabilisé et enfin liquidé ;

c) **Section du contrôle des mouvements et des opérations aériennes :**

- i) Réaffectation d'un poste de spécialiste de la conformité technique dans le domaine de l'aviation (P-3) au Bureau du Chef de l'appui à la Mission, où il deviendra un poste d'analyste de données (P-3), l'objectif étant de renforcer les capacités du Bureau en matière d'analyse et de gestion des données, de transformation numérique et d'innovation, comme décrit au paragraphe 52 ;
- ii) Suppression de quatre postes, à savoir un poste d'agent(e) de la régulation des mouvements (adjoint(e) de 1^{re} classe) (AN), deux postes d'assistant(e) au contrôle des mouvements (AL) et un poste d'assistant(e) aux opérations aériennes (AL), à l'issue d'un examen de la charge de travail de la Section qui a permis de déterminer que les fonctions s'y rattachant pouvaient être prises en charge par le reste de l'équipe ;

- iii) Inscription au budget ordinaire d'un emploi d'assistant(e) aux opérations aériennes (Volontaire des Nations Unies recruté(e) sur le plan national) précédemment financé au moyen de ressources extrabudgétaires, comme indiqué au paragraphe 33, à l'appui des activités de la Section, notamment la gestion des bases de données électroniques, la supervision des périodes convenues pendant lesquelles les avions sont indisponibles pour cause de maintenance ou en cas de maladie de l'équipage et à l'issue desquelles des certificats de maintenance ou des certificats médicaux valables doivent être fournis, ainsi que le contrôle de la consommation de carburant aviation ;
- d) **Section des services médicaux, du soutien psychosocial et de la qualité de vie :**
 - i) Suppression de deux postes, à savoir un poste de conseiller(ère) du personnel (P-3) et un poste de conseiller(ère) du personnel (adjoint(e) de 1^{re} classe) (AN), dans le cadre de la proposition visant à externaliser partiellement les services de soutien psychosocial de la Mission, comme indiqué au paragraphe 92, tout en tirant parti de la disponibilité du (de la) responsable du soutien antistress du Département de la sûreté et de la sécurité du Secrétariat. Le reste de l'équipe chargée du soutien psychosocial, à savoir un(e) conseiller(ère) du personnel (adjoint(e) de 1^{re} classe) (AN) et un(e) conseiller(ère) du personnel (VNU), continuera de fournir des services sur place et de coordonner les relations avec des prestataires externes, avec l'appui du (de la) responsable du soutien antistress du Département de la sûreté et de la sécurité ;
 - ii) Suppression d'un poste d'infirmier(ère) (AL), à l'issue d'un examen de la charge de travail de la Section qui a permis de déterminer que les fonctions s'y rattachant pouvaient être prises en charge par le reste de l'équipe ;
- e) **Groupe de l'approvisionnement général et des carburants :**
 - i) Suppression d'un poste d'assistant(e) à la gestion des carburants (SM), à l'issue d'un examen de la charge de travail du Groupe qui a permis de déterminer que les fonctions s'y rattachant pouvaient être prises en charge par le reste de l'équipe ;
 - ii) Inscription au budget ordinaire d'un emploi d'assistant(e) aux finances (Volontaire des Nations Unies recruté(e) sur le plan national) précédemment financé au moyen de ressources extrabudgétaires, comme indiqué au paragraphe 33, à l'appui des activités du Groupe, notamment la gestion des dépenses du Groupe, qu'elles soient prévues au budget ordinaire ou soumises au recouvrement des coûts, et la communication de l'information à ce sujet, ainsi que le traitement des factures et des paiements ;
- f) **Groupe des transports :**
 - i) Suppression de 17 postes de chauffeur(se) (AL), dans le cadre de l'initiative de rationalisation des activités et d'optimisation des ressources et compte tenu de l'expérience acquise pendant une année complète à la suite du regroupement de l'ensemble du personnel de la MANUA dans un seul complexe ;
 - ii) Gain par transfert de huit postes de chauffeur(se) (AL) (trois postes cédés par le Service des affaires politiques, trois par la Section de la sécurité, un par le Service des droits humains et un par le Groupe consultatif sur la coopération stratégique), ce qui permettra de renforcer le Groupe et de doter la Mission d'une équipe centrale de chauffeurs, compte tenu de la proposition susmentionnée tendant à la suppression de 17 postes ;
 - iii) Perte par transfert de quatre postes de chauffeur(se) (AL) (deux au bureau local de Bamiyan, un au bureau local de Konduz et un au bureau local de Kandahar), à l'appui d'un nombre croissant de missions effectuées par la route dans les bureaux locaux.

Bureaux locaux dans les régions et les provinces

55. Les bureaux locaux continueront de piloter l'exécution du mandat de la Mission au niveau infranational en établissant des relations de travail efficaces avec les autorités de facto afin de

faciliter la mise en place d'un environnement propice à l'exécution du mandat et du programme et au renforcement de la cohérence des activités du système des Nations Unies. Ils auront pour rôle : a) de soutenir la fourniture de services essentiels à la population afghane ; b) d'encourager le dialogue entre les autorités de facto et les acteurs locaux sur les questions de gouvernance infranationale, de droits fondamentaux et d'inclusion ; c) de dispenser des services d'information et de bons offices, notamment pour faciliter le dialogue entre les acteurs politiques, en mettant l'accent sur la promotion d'une gouvernance inclusive, représentative, participative et à l'écoute, et d'une large participation à la vie publique ; d) de fournir des conseils sur les mécanismes consultatifs locaux, les mesures de confiance, la gestion des conflits et la réconciliation. Les bureaux locaux continueront également de mener des activités d'appréciation de la situation, d'établir des rapports et d'effectuer des analyses et collaboreront avec toutes les parties prenantes au niveau infranational afin de garantir la protection et la promotion des droits humains.

56. La Mission compte actuellement six bureaux régionaux [Kaboul, Kandahar, Hérat, Balkh (Mazar-e Charif), Nangarhar (Jalalabad) et Paktiya (Gardez)] et cinq bureaux provinciaux (Bamiyan, Fariyab (Maïmana), Badakhchan (Faizabad), Baghlan (Pol-e Khomri) et Konduz).
57. Les chefs de bureau rendent compte directement au (à la) Chef de Cabinet.

Tableau 21

Bureaux régionaux et provinciaux : effectifs nécessaires

	Personnel recruté sur le plan international										Personnel recruté sur le plan national				Volontaires des Nations Unies			
	SGA	SSG	D-2	D-1	P-5	P-4	P-3	P-2	SM	G	Total partiel	AN	AL	Total partiel	Volontaires recrutés sur le plan international	Volontaires recrutés sur le plan national	Total partiel	Total
Bureaux régionaux																		
Effectif approuvé pour 2024	–	–	–	–	6	11	16	–	21	–	54	45	165	210	14	3	17	281
Effectif proposé pour 2025	–	–	–	–	6	11	15	–	21	–	53	45	163	208	14	8	22	283
Variation	–	–	–	–	–	–	(1)	–	–	–	(1)	–	(2)	(2)	–	5	5	2
Bureaux provinciaux																		
Effectif approuvé pour 2024	–	–	–	–	–	2	4	–	3	–	9	15	94	109	5	5	10	128
Effectif proposé pour 2025	–	–	–	–	–	2	4	–	3	–	9	18	100	118	5	5	10	137
Variation	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	3	6	9	–	–	–	9
Total (bureaux régionaux et bureaux provinciaux)^a																		
Effectif approuvé pour 2024	–	–	–	–	6	13	20	–	24	–	63	60	259	319	19	8	27	409
Effectif proposé pour 2025	–	–	–	–	6	13	19	–	24	–	62	63	263	326	19	13	32	420
Variation	–	–	–	–	–	–	(1)	–	–	–	(1)	3	4	7	–	5	5	11

^a Six bureaux régionaux et cinq bureaux provinciaux.

Changements qu'il est proposé d'apporter à la structure de la Mission

Bureaux régionaux

Tableau 22

Bureaux régionaux : ressources humaines

Unité administrative	Emplois				
	Variation	Classe	Titre ou fonction	Modification	Description
Kaboul	+1	VNU	Spécialiste des questions de genre	Transformation	Emploi précédemment financé au moyen de ressources extrabudgétaires
	+1	VNU	Spécialiste des questions politiques (adjoint(e) de 1 ^{re} classe)	Transformation	Emploi précédemment financé au moyen de ressources extrabudgétaires
	+1	VNU	Assistant(e) (affaires politiques) (adjoint(e) de 1 ^{re} classe)	Transformation	Emploi précédemment financé au moyen de ressources extrabudgétaires
Kandahar	-1	AL	Assistant(e) aux opérations aériennes	Réaffectation	
	+1	AL	Assistant(e) au soutien logistique	Réaffectation	
	-1	AL	Assistant(e) (gestion des installations)	Réaffectation	
	+1	AL	Chauffeur(se)	Transfert	Depuis le Groupe des transports
	+1	VNU	Spécialiste des questions politiques (adjoint(e) de 1 ^{re} classe)	Transformation	Emploi précédemment financé au moyen de ressources extrabudgétaires
Hérat	-1	AL	Assistant(e) aux opérations aériennes	Réaffectation	
	+1	AL	Assistant(e) au soutien logistique	Réaffectation	
	-1	AL	Assistant(e) (gestion des installations)	Réaffectation	
Mazar-e Charif	-1	SM	Assistant(e) aux systèmes d'information	Réaffectation	
	+1	SM	Fonctionnaire d'administration	Réaffectation	
	-1	AL	Assistant(e) aux opérations aériennes	Réaffectation	
	+1	AL	Assistant(e) au soutien logistique	Réaffectation	
	-1	AL	Assistant(e) (gestion des installations)	Réaffectation	
Jalalabad	-1	P-3	Agent(e) de coordination de la sécurité	Suppression	
	-1	AL	Assistant(e) aux opérations aériennes	Réaffectation	
	+1	AL	Assistant(e) au soutien logistique	Réaffectation	

Unité administrative	Emplois				
	Variation	Classe	Titre ou fonction	Modification	Description
Gardez	+1	VNU	Spécialiste des questions politiques (adjoint(e) de 1 ^{re} classe)	Transformation	Emploi précédemment financé au moyen de ressources extrabudgétaires
	-1	AL	Assistant(e) aux opérations aériennes	Réaffectation	Nouvelles fonctions et destination : assistant(e) administratif(ve) à Bamiyan
	+1	AL	Assistant(e) au soutien logistique	Réaffectation	Anciennes fonctions et origine : assistant(e) (gestion des installations) à Hérat
Total	+2				

58. Pour 2025, il est proposé de modifier la dotation en effectifs des bureaux régionaux de la MANUA comme suit :

- a) **Kaboul** : inscription au budget ordinaire de trois emplois de Volontaire des Nations Unies recruté(e) sur le plan national précédemment financés au moyen de ressources extrabudgétaires, comme indiqué au paragraphe 33 ; le (la) titulaire de l'emploi de spécialiste des questions de genre contribuera à l'action du Bureau dans les domaines du suivi et de l'établissement de rapports sur les questions de genre, et les titulaires de l'emploi de spécialiste des questions politiques (adjoint(e) de 1^{re} classe) et de l'emploi d'assistant(e) (affaires politiques) (adjoint(e) de 1^{re} classe) contribueront, par des analyses et un appui politiques, au suivi de l'évolution de la situation dans les provinces et des districts ;
- b) **Kandahar** :
 - i) Réaffectation d'un poste d'assistant(e) aux opérations aériennes (AL) qui deviendra un poste d'assistant(e) au soutien logistique (AL) à l'issue d'un examen des capacités d'appui à la Mission des bureaux locaux, le but étant d'ajuster les rôles se rattachant à ce poste en fonction des exigences opérationnelles et ainsi d'assurer la cohérence de la structure d'appui à la Mission dans l'ensemble des bureaux locaux ;
 - ii) Réaffectation d'un poste d'assistant(e) (gestion des installations) (AL) au bureau local de Bamiyan, où il deviendra un poste d'assistant(e) au soutien logistique (AL) afin d'appuyer la prestation d'un soutien logistique à tous les bureaux locaux ;
 - iii) Gain par transfert d'un poste de chauffeur(se) (AL) depuis le Groupe des transports pour aider les bureaux à assurer un nombre croissant de missions effectuées par la route ;
 - iv) Inscription au budget ordinaire d'un emploi de spécialiste des questions politiques (adjoint(e) de 1^{re} classe) (Volontaire des Nations Unies recruté(e) sur le plan national) précédemment financé au moyen de ressources extrabudgétaires, comme indiqué au paragraphe 33, l'objectif étant pour le (la) titulaire de contribuer, par des analyses et un appui politiques, au suivi de l'évolution de la situation dans les provinces et des districts ;
- c) **Hérat** :
 - i) Réaffectation d'un poste d'assistant(e) aux opérations aériennes (AL) qui deviendra un poste d'assistant(e) au soutien logistique (AL), le but étant d'ajuster les rôles se rattachant à ce poste en fonction des exigences opérationnelles et ainsi d'assurer la cohérence de la structure d'appui à la Mission dans l'ensemble des bureaux locaux ;
 - ii) Réaffectation d'un poste d'assistant(e) (gestion des installations) (AL) au bureau local de Gardez, où il deviendra un poste d'assistant(e) au soutien logistique (AL) afin d'appuyer la prestation d'un soutien logistique à tous les bureaux locaux ;

d) Mazar-e Charif :

- i) Réaffectation d'un poste d'assistant(e) aux systèmes d'information (SM) qui deviendra un poste de fonctionnaire d'administration (SM), ce qui permettra de mieux répondre aux besoins administratifs quotidiens du bureau. Le (la) titulaire sera également responsable de la coordination des mesures liées à l'administration des ressources humaines et des fonctions budgétaires et financières au sein du bureau ;
- ii) Réaffectation d'un poste d'assistant(e) aux opérations aériennes (AL) qui deviendra un poste d'assistant(e) au soutien logistique (AL), le but étant d'ajuster les rôles se rattachant à ce poste en fonction des exigences opérationnelles et ainsi d'assurer la cohérence de la structure d'appui à la Mission dans l'ensemble des bureaux locaux ;
- iii) Réaffectation d'un poste d'assistant(e) (gestion des installations) (AL) au bureau local de Konduz, où il deviendra un poste d'assistant(e) aux systèmes d'information (AL), l'objectif étant pour le (la) titulaire de fournir une assistance technique en matière d'infrastructure informatique et un appui aux utilisateurs finaux, notamment s'agissant des applications, de l'administration des serveurs et des données, de l'administration du réseau et de tous les services informatiques et services de communications proposés au bureau local de Konduz. Il ou elle exercera également des fonctions de soutien logistique dans les domaines de l'aviation et de la gestion des installations ;

e) Jalalabad :

- i) Suppression d'un poste d'agent(e) de coordination de la sécurité (P-3) à l'issue d'un examen de la charge de travail du bureau local de Jalalabad qui, compte tenu des capacités de ce dernier, a conduit à la rationalisation de certaines fonctions ;
- ii) Réaffectation d'un poste d'assistant(e) aux opérations aériennes (AL) qui deviendra un poste d'assistant(e) au soutien logistique (AL), le but étant d'ajuster les rôles se rattachant à ce poste en fonction des exigences opérationnelles et ainsi d'assurer la cohérence de la structure d'appui à la Mission dans l'ensemble des bureaux locaux ;
- iii) Inscription au budget ordinaire d'un emploi de spécialiste des questions politiques (adjoint(e) de 1^{re} classe) (Volontaire des Nations Unies recruté(e) sur le plan national) précédemment financé au moyen de ressources extrabudgétaires, comme indiqué au paragraphe 33, l'objectif étant pour le (la) titulaire d'aider le bureau local à recueillir, sélectionner et analyser des informations provenant de diverses sources en nouant des échanges avec divers homologues gouvernementaux et non gouvernementaux et en accordant une attention particulière à la représentation de tous les segments de la société, y compris des catégories vulnérables telles que les minorités et les femmes, et de contribuer au suivi de l'évolution de la situation dans les provinces et les districts en se tenant au courant des dernières tendances et des faits survenus récemment dans son domaine de compétence, conformément aux priorités établies par la Mission ;

f) Gardez :

- i) Réaffectation d'un poste d'assistant(e) aux opérations aériennes (AL) au bureau local de Bamiyan, où il deviendra un poste d'assistant(e) administratif(ve) (AL), l'objectif étant pour le (la) titulaire d'améliorer le fonctionnement administratif quotidien du bureau, notamment la gestion des ressources humaines et la gestion du budget et des finances, et d'assumer des fonctions de soutien logistique dans les domaines de l'aviation et de la gestion des installations ;
- ii) Réaffectation d'un poste d'assistant(e) (gestion des installations) (AL) cédé par le bureau local d'Hérat qui deviendra un poste d'assistant(e) au soutien logistique (AL) afin d'appuyer la prestation d'un soutien logistique à tous les bureaux locaux.

Bureaux provinciaux

Tableau 23

Bureaux provinciaux : ressources humaines

Unité administrative	Emplois				
	Variation	Classe	Titre ou fonction	Modification	Description
Bamiyan	+1	AL	Assistant(e) (affaires politiques)	Création	
	-1	AL	Assistant(e) administratif(ve)	Suppression	
	+1	AN	Fonctionnaire d'administration (adjoint(e) de 2 ^e classe)	Création	
	+2	AL	Chauffeur(se)	Transfert	Depuis le Groupe des transports
	+1	AL	Assistant(e) au soutien logistique	Réaffectation	Anciennes fonctions et origine : assistant(e) (gestion des installations) au bureau local de Kandahar
	+1	AL	Assistant(e) administratif(ve)	Réaffectation	Anciennes fonctions et origine : assistant(e) aux opérations aériennes au bureau local de Gardez
Maïmana	+1	AN	Spécialiste des questions politiques (adjoint(e) de 2 ^e classe)	Création	
Pol-e Khomri	+1	AN	Spécialiste des questions politiques (adjoint(e) de 2 ^e classe)	Création	
Kondoz	+1	AL	Chauffeur(se)	Transfert	Depuis le Groupe des transports
	+1	AL	Assistant(e) aux systèmes d'information	Réaffectation	Anciennes fonctions et origine : assistant(e) (gestion des installations) au bureau local de Mazar-e Charif
	-1	AL	Assistant(e) aux opérations aériennes	Réaffectation	
	+1	AL	Assistant(e) au soutien logistique	Réaffectation	
Total	+9				

59. Pour 2025, il est proposé de modifier la dotation en effectifs des bureaux provinciaux de la MANUA comme suit :

a) **Bamiyan :**

- i) Création d'un poste d'assistant(e) (affaires politiques) (AL) dont le (la) titulaire contribuera aux activités de sensibilisation et à l'établissement de rapports sur les facteurs de conflit, en particulier sur la migration des nomades kouchis et la marginalisation de la population locale, ainsi qu'au recensement des acteurs incontournables et des dynamiques connexes. Il ou elle participera également à la collecte d'informations aux fins de l'analyse des faits nouveaux survenus dans la région, notamment des dynamiques de conflit, et aidera aux préparatifs des activités de sensibilisation et de dialogue avec les partenaires externes et internes aux fins de l'élaboration et de la mise en œuvre d'initiatives de prévention et de règlement des conflits. Il ou elle appuiera les activités essentielles relatives à la paix et à la gouvernance et contribuera également à renforcer la coordination entre les entités des Nations Unies sur les questions connexes en concourant aux travaux du secrétariat de l'équipe régionale des Nations Unies (qui regroupe toutes les entités des Nations Unies opérant dans la région des hauts plateaux du centre du pays) ;

- ii) Suppression d'un poste d'assistant(e) administratif(ve) (AL), à l'issue d'un examen des capacités d'appui à la Mission des bureaux locaux qui a permis de déterminer que les fonctions s'y rattachant avaient évolué et correspondaient maintenant à un poste de niveau plus élevé. Il faut pour cela renforcer la capacité du bureau, aussi est-il proposé de supprimer ce poste et, parallèlement, de créer un poste de fonctionnaire d'administration (adjoint(e) de 2^e classe) (AN), comme indiqué à l'alinéa iii) ;
 - iii) Création d'un poste de fonctionnaire d'administration (adjoint(e) de 2^e classe) (AN), parallèlement à la suppression du poste d'assistant(e) administratif(ve) (AL). Le (la) titulaire du poste sera responsable de toutes les fonctions administratives du bureau local, notamment de la gestion des ressources humaines, de la gestion du budget et des finances et du soutien logistique, et renforcera le processus de prise de décisions au sein du bureau ;
 - iv) Transfert de deux postes de chauffeur(se) (AL) depuis le Groupe des transports pour aider le bureau à assurer un nombre croissant de missions effectuées par la route ;
 - v) Réaffectation de deux postes, à savoir un poste d'assistant(e) au soutien logistique (AL) cédé par le bureau local de Kandahar et un poste d'assistant(e) administratif(ve) (AL) cédé par le bureau local de Gardez, comme indiqué aux alinéas b) et f) du paragraphe 57 ;
- b) **Maïmana** : création d'un poste de spécialiste des questions politiques (adjoint(e) de 2^e classe) (AN), l'objectif étant de renforcer les effectifs du bureau recrutés sur le plan national et ainsi de faciliter les déplacements indépendants et les activités dans les 17 districts de la province de Fariyab ; le (la) titulaire sera également chargé(e) d'aider le (la) chef du bureau local à fixer des priorités pour les activités de bons offices et de sensibilisation, et de contribuer à l'analyse des dynamiques de conflit et à l'élaboration de projets de prévention et de règlement des conflits ainsi que d'activités préparatoires de sensibilisation et de mobilisation auprès des partenaires externes et internes ;
- c) **Pol-e Khomri** : création d'un poste de spécialiste des questions politiques (adjoint(e) de 2^e classe) (AN) ; en effet, il a été jugé nécessaire de renforcer les effectifs du bureau recrutés sur le plan national afin de permettre des déplacements indépendants dans tous les districts de la province de Baghlan, et le (la) titulaire sera également chargé(e) d'aider le (la) chef du bureau local à fixer des priorités pour les activités de bons offices et de sensibilisation et à conseiller la direction de la Mission au sujet des questions ayant une incidence sur la zone de responsabilité. Le (la) titulaire devra rencontrer des interlocuteurs et coordonner leurs échanges avec les autorités de facto, faciliter le recensement des relations de gouvernance entre autorités de facto et populations locales et œuvrer avec des partenaires externes et internes pour assurer la bonne exécution des activités du bureau en matière d'affaires politiques. En outre, il ou elle sera chargé(e) d'acquérir une compréhension approfondie des relations qu'entretiennent les autorités de facto et de la manière dont la population locale perçoit ces autorités, de coordonner les informations pertinentes en vue d'une collaboration avec l'ensemble de la famille des Nations Unies dans les domaines de l'aide humanitaire, de la satisfaction des besoins humanitaires fondamentaux et de la prestation de services publics, et de surveiller l'évolution des conditions de sécurité locales et d'évaluer son incidence aux niveaux provincial, régional et national ;
- d) **Kondozi** :
- i) Transfert d'un poste de chauffeur(se) (AL) depuis le Groupe des transports, l'objectif étant d'aider le bureau à assurer un nombre croissant de missions effectuées par la route ;
 - ii) Réaffectation d'un poste d'assistant(e) (gestion des installations) (AL) cédé par le bureau local de Mazar-e Charif, qui deviendra un poste d'assistant(e) aux systèmes d'information (AL), l'objectif étant pour le (la) titulaire de fournir une assistance technique en matière d'infrastructure informatique et un appui aux utilisateurs finaux, comme indiqué au paragraphe 58 d) iii) ;

- iii) Réaffectation d'un poste d'assistant(e) aux opérations aériennes (AL) qui deviendra un poste d'assistant(e) au soutien logistique (AL) et dont le (la) titulaire exercera des fonctions de soutien logistique dans les domaines de l'aviation et de la gestion des installations.

Bureau unifié de Koweït

Tableau 24

Bureau unifié de Koweït : effectifs nécessaires

	Personnel recruté sur le plan international										Personnel recruté sur le plan national			Volontaires des Nations Unies				
	SGA	SSG	D-2	D-1	P-5	P-4	P-3	P-2	SM	G	Total partiel	AN	AL	Total partiel	Volontaires recrutés sur le plan international	Volontaires recrutés sur le plan national	Total partiel	Total
Effectif approuvé pour 2024	–	–	–	–	2	1	2	1	14	–	20	–	20	20	–	–	–	40
Effectif proposé pour 2025	–	–	–	–	2	1	2	1	14	–	20	–	20	20	–	–	–	40
Variation	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–

60. Le Bureau unifié de Koweït a deux composantes :

- Le Bureau d'appui de la MANUA au Koweït**, composé d'un membre du personnel de la Mission en poste au Koweït, à savoir le (la) chef du Groupe intégré déontologie et discipline (P-5), qui est placé(e) sous l'autorité directe du (de la) Chef de cabinet et qui se charge des services d'appui autres que ceux assurés par le Bureau d'appui commun de Koweït ;
- Le Bureau d'appui commun de Koweït**¹, qui fournit des services complets à la MANUA, à la MANUI et à d'autres missions. Il compte parmi ses effectifs 39 postes mis à disposition par la MANUA et financés par le budget de celle-ci (1 P-5, 1 P-4, 2 P-3, 1 P-2, 14 SM et 20 AL).

61. Le Bureau d'appui de la MANUA au Koweït partage avec le Bureau d'appui commun de Koweït les locaux qu'occupe la MANUI à Koweït.

62. Aucun changement n'est proposé quant au Bureau d'appui de la MANUA au Koweït et au Bureau d'appui commun de Koweït.

¹ Dans sa résolution 65/259, l'Assemblée générale a noté que le Secrétaire général comptait créer un bureau d'appui au Koweït pour la MANUA et l'a prié d'étudier les possibilités de partage des coûts entre cette mission et la MANUI. En octobre 2012, après une période d'évaluation, le Secrétaire général a informé l'Assemblée du fait que le Bureau de Koweït comporterait un Bureau d'appui commun, au sein duquel seraient regroupées les fonctions relatives aux finances et aux ressources humaines de la MANUA et de la MANUI.

Tableau 25

Bureau d'appui commun de Koweït : effectifs nécessaires

	Personnel recruté sur le plan international										Personnel recruté sur le plan national			Volontaires des Nations Unies				
	SGA	SSG	D-2	D-1	P-5	P-4	P-3	P-2	SM	G	Total partiel	AN	AL	Total partiel	Volontaires recrutés sur le plan international	Volontaires recrutés sur le plan national	Total partiel	Total
Chef du Bureau																		
Effectif approuvé pour 2024	–	–	–	–	1	1	–	–	–	–	2	–	1	1	–	–	–	3
Effectif proposé pour 2025	–	–	–	–	1	1	–	–	–	–	2	–	1	1	–	–	–	3
Variation	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Section des ressources humaines																		
Effectif approuvé pour 2024	–	–	–	–	–	–	1	–	6	–	7	–	6	6	–	–	–	13
Effectif proposé pour 2025	–	–	–	–	–	–	1	–	6	–	7	–	6	6	–	–	–	13
Variation	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Section des finances (y compris le Groupe des états de paie)																		
Effectif approuvé pour 2024	–	–	–	–	–	–	1	1	4	–	6	–	10	10	–	–	–	16
Effectif proposé pour 2025	–	–	–	–	–	–	1	1	4	–	6	–	10	10	–	–	–	16
Variation	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Section des voyages																		
Effectif approuvé pour 2024	–	–	–	–	–	–	–	–	1	–	1	–	2	2	–	–	–	3
Effectif proposé pour 2025	–	–	–	–	–	–	–	–	1	–	1	–	2	2	–	–	–	3
Variation	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Qualité/gestion de la performance																		
Effectif approuvé pour 2024	–	–	–	–	–	–	–	–	3	–	3	–	1	1	–	–	–	4
Effectif proposé pour 2025	–	–	–	–	–	–	–	–	3	–	3	–	1	1	–	–	–	4
Variation	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Total (Bureau d'appui commun de Koweït)																		
Effectif approuvé pour 2024	–	–	–	–	1	1	2	1	14	–	19	–	20	20	–	–	–	39
Effectif proposé pour 2025	–	–	–	–	1	1	2	1	14	–	19	–	20	20	–	–	–	39
Variation	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–

3. Ressources financières

Tableau 26

Ressources financières, par catégorie de dépenses

(En milliers de dollars des États-Unis)

Catégorie de dépenses	2023		2024	2025	Variation
	Crédits ouverts	Dépenses	Crédits ouverts	Montants nécessaires	2025-2024 Augmentation/ (diminution)
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5) = (4) - (3)
I. Militaires et personnel de police					
Observateurs militaires	24,6	15,3	28,7	23,7	(5,0)
Total partiel (catégorie I)	24,6	15,3	28,7	23,7	(5,0)
II. Personnel civil					
Personnel recruté sur le plan international	54 831,6	57 379,4	55 059,0	57 364,1	2 305,1
Administrateurs recrutés sur le plan national	10 311,3	8 696,3	9 504,2	8 933,5	(570,7)
Agents locaux	24 150,8	22 518,3	23 391,5	21 704,4	(1 687,1)
Volontaires des Nations Unies	4 692,5	3 995,3	4 567,4	4 328,6	(238,8)
Personnel temporaire (autre que pour les réunions)	369,3	159,9	478,8	574,3	95,5
Total partiel (catégorie II)	94 355,5	92 749,3	93 000,9	92 904,9	(96,0)
III. Dépenses opérationnelles					
Consultants et services de consultants	19,6	3,7	19,6	19,6	–
Voyages officiels	1 010,9	1 067,6	994,7	994,5	(0,2)
Installations et infrastructures	20 078,3	20 023,2	19 357,4	18 550,0	(807,4)
Transports terrestres	481,1	451,3	459,5	469,4	9,9
Opérations aériennes	8 210,1	3 510,8	4 422,4	3 998,8	(423,6)
Opérations maritimes ou fluviales	–	99,2	–	–	–
Communications et informatique	5 781,9	8 947,1	5 730,2	6 157,5	427,3
Santé	851,4	344,5	802,6	601,4	(201,2)
Fournitures, services et matériel divers	1 665,8	1 852,7	2 508,7	2 399,5	(109,2)
Total partiel (catégorie III)	38 099,1	36 300,3	34 295,1	33 190,7	(1 104,4)
Total	132 479,2	129 065,0	127 324,7	126 119,3	(1 205,4)

4. Analyse des ressources nécessaires

Militaires et personnel de police

(En milliers de dollars des États-Unis)

	2023 (crédits ouverts)	2023 (dépenses effectives)	2024 (crédits ouverts)	Ressources à prévoir pour 2025	Variation 2025-2024
Observateurs militaires	24,6	15,3	28,7	23,7	(5,0)

63. Il est proposé d'ouvrir des crédits d'un montant de 23 700 dollars pour financer le déploiement d'un(e) observateur(trice) militaire, soit les dépenses suivantes : a) indemnité de subsistance (missions) au taux journalier standard de 63 dollars pour les « 30 premiers jours » et de 42 dollars pour les « 30 jours suivants », le logement étant fourni (16 000 dollars) ; b) frais de voyage afférents au déploiement, à la relève et au rapatriement en provenance et à destination du pays de résidence (7 500 dollars) ; c) indemnité d'habillement calculée au taux standard de 100 dollars par période de six mois de service (200 dollars).
64. La diminution des ressources demandées tient au fait que les crédits précédemment prévus pour l'indemnisation en cas de décès ou d'invalidité ont été supprimés à la suite d'un examen de l'évolution des dépenses.

Personnel civil

(En milliers de dollars des États-Unis)

	2023 (crédits ouverts)	2023 (dépenses effectives)	2024 (crédits ouverts)	Ressources à prévoir pour 2025	Variation 2025-2024
Personnel recruté sur le plan international	54 831,6	56 379,4	55 059,0	57 364,1	2 305,1

65. Il est proposé d'ouvrir des crédits d'un montant de 57 364 100 dollars pour financer les traitements (29 673 500 dollars), les dépenses communes de personnel (24 931 500 dollars) et la prime de danger (2 759 100 dollars) afférents à 284 postes soumis à recrutement international [1 SGA, 2 SSG, 1 D-2, 5 D-1, 27 P-5, 54 P-4, 55 P-3, 5 P-2, 133 SM et 1 G(AC)], dont deux postes (1 P-4 et 1 P-3) qu'il est proposé de créer.
66. Un taux de vacance de 8,3 % a été retenu aux fins du calcul des prévisions de dépenses relatives aux postes existants, compte tenu du taux effectif enregistré en mars 2024, et un taux de vacance de 50 % a été appliqué aux deux postes qu'il est proposé de créer et aux trois postes (1 P-3 et 2 SM) qu'il est proposé de réaffecter.
67. L'augmentation des ressources demandées tient essentiellement aux facteurs suivants : a) l'application d'un taux de vacance plus faible (8,3 %, contre 9,5 % pour 2024) ; b) l'application, pour le calcul de l'indemnité de poste, d'un coefficient d'ajustement plus élevé pour l'Afghanistan (48,0 %, contre 38,7 % dans le budget approuvé pour 2024) ; c) la création proposée de deux postes (1 P-4 et 1 P-3). Elle est partiellement compensée par les éléments suivants : a) la suppression proposée de six postes (1 P-5, 2 P-3 et 4 SM) ; b) l'application d'un taux de vacance de 50 % aux trois postes (1 P-3 et 2 SM) qu'il est proposé de réaffecter ; c) le fait qu'un taux inférieur a été retenu pour les dépenses communes de personnel (84 %, contre 86 % dans le budget approuvé pour 2024), compte tenu de l'évolution récente des dépenses.

(En milliers de dollars des États-Unis)

	2023 (crédits ouverts)	2023 (dépenses effectives)	2024 (crédits ouverts)	Ressources à prévoir pour 2025	Variation 2025-2024
Administrateurs recrutés sur le plan national	10 311,3	8 696,3	9 504,2	8 933,5	(570,7)

68. Il est proposé d'ouvrir des crédits d'un montant de 8 933 500 dollars pour financer les traitements (5 991 300 dollars), les dépenses communes de personnel (2 206 200 dollars) et la prime de danger (736 000 dollars) afférents à 127 postes d'administrateur(trice) recruté(e) sur le plan national, dont trois postes qu'il est proposé de créer.

69. Un taux de vacance de 15,5 % a été retenu aux fins du calcul des prévisions de dépenses relatives aux postes existants, compte tenu du taux de vacance effectif moyen enregistré en 2023.
70. La diminution des ressources demandées s'explique principalement par l'application d'un taux de vacance plus élevé (15,5 %, contre 10,5 % pour 2024), par la suppression proposée de deux postes et par l'application d'un taux de 50 % au poste qu'il est proposé de réaffecter. Elle est partiellement contrebalancée par le fait qu'un taux plus élevé a été retenu pour les dépenses communes de personnel (37 %, contre 31 % dans le budget approuvé pour 2024), sur la base de l'évolution récente des dépenses, ainsi que par la création proposée de trois postes.

(En milliers de dollars des États-Unis)

	2023 (crédits ouverts)	2023 (dépenses effectives)	2024 (crédits ouverts)	Ressources à prévoir pour 2025	Variation 2025-2024
Agents locaux	24 150,8	22 518,3	23 391,5	21 704,4	(1 687,1)

71. Il est proposé d'ouvrir des crédits d'un montant de 21 704 400 dollars pour financer les traitements (12 915 600 dollars), les dépenses communes de personnel (5 383 800 dollars) et la prime de danger (3 405 000 dollars) afférents à 625 postes d'agent(e) local(e) soumis à recrutement national, dont un poste qu'il est proposé de créer.
72. Un taux de vacance de 11,2 % a été retenu aux fins du calcul des prévisions de dépenses relatives aux postes existants, compte tenu du taux de vacance effectif moyen enregistré en 2023.
73. La diminution des ressources demandées tient essentiellement aux facteurs suivants : a) l'ajustement des ratios de partage des coûts appliqués aux dépenses afférentes aux postes d'agent(e) de sécurité (compte tenu de la contribution de la MANUA) ; b) l'application d'un taux de vacance plus élevé (11,2 %, contre 9,5 % pour 2024) ; c) la suppression proposée de 23 postes ; d) l'application d'un taux de vacance de 50 % aux neuf postes qu'il est proposé de réaffecter.

(En milliers de dollars des États-Unis)

	2023 (crédits ouverts)	2023 (dépenses effectives)	2024 (crédits ouverts)	Ressources à prévoir pour 2025	Variation 2025-2024
Volontaires des Nations Unies	4 692,5	3 995,3	4 567,4	4 328,6	(238,8)

74. Il est proposé d'ouvrir des crédits d'un montant de 4 328 600 dollars pour financer le déploiement de 111 emplois de Volontaire des Nations Unies (75 emplois soumis à recrutement international et 36 soumis à recrutement national), dont les 16 emplois de Volontaire des Nations Unies recruté(e) sur le plan national précédemment financés au moyen de ressources extrabudgétaires qu'il est proposé d'inscrire au budget ordinaire.
75. Des taux de vacance de 5,3 % et 5,0 % ont respectivement été appliqués aux prévisions relatives aux Volontaires des Nations Unies recrutés sur le plan international et sur le plan national, compte tenu des taux de vacance effectifs enregistrés en mars 2024.
76. La diminution des ressources demandées s'explique par l'application d'un ratio de partage des coûts selon lequel la MANUA prendra en charge 30 % des dépenses afférentes aux 26 emplois de Volontaire des Nations Unies recruté(e) sur le plan international qui relèvent des Services médicaux communs et de l'Équipe d'intervention médicale des Nations Unies, alors qu'elle assumait la totalité de ces dépenses dans le budget approuvé pour 2024. Elle est partiellement contrebalancée par l'inscription au budget ordinaire de 16 emplois de Volontaire des Nations Unies soumis à recrutement international qui étaient précédemment financés par des fonds extrabudgétaires, et par l'application de taux de vacance plus faibles que les taux retenus dans le budget approuvé pour 2024 : 5,3 % pour les emplois de Volontaire des Nations Unies soumis à recrutement international,

contre 12,0 % en 2024, et 5,0 % pour les emplois de Volontaire des Nations Unies soumis à recrutement national, contre 40 % en 2024.

(En milliers de dollars des États-Unis)

	2023 (crédits ouverts)	2023 (dépenses effectives)	2024 (crédits ouverts)	Ressources à prévoir pour 2025	Variation 2025-2024
Personnel temporaire (autre que pour les réunions)	369,3	159,9	478,8	574,3	95,5

77. Il est proposé d'ouvrir des crédits d'un montant de 574 300 dollars pour financer la reconduction de deux emplois de temporaire (autres que pour les réunions) (1 P-5 et 1 P-4), ainsi que la création proposée de deux emplois de temporaire (autres que pour les réunions) (1 AN et 1 AL), comme indiqué aux paragraphes 43 à 45.
78. Un taux de vacance de 8,3 % a été retenu aux fins du calcul des prévisions de dépenses relatives aux emplois existants, compte tenu du taux effectif de vacance des emplois soumis à recrutement international enregistré en mars 2024, et un taux de vacance de 50 % a été appliqué aux deux emplois qu'il est proposé de créer.
79. L'augmentation des ressources demandées s'explique principalement par les facteurs suivants : a) le fait qu'il est proposé de créer deux emplois de temporaire (autres que pour les réunions) auxquels serait appliqué un taux de vacance de 50,0 %, conformément à la pratique budgétaire établie, dans le cadre du transfert à la MANUA des dernières fonctions essentielles du programme de lutte antimines, qui étaient précédemment exercées par deux membres du personnel de l'UNOPS et inscrites à la rubrique Fournitures, services et matériel divers (services de détection des mines et de déminage) dans le budget approuvé pour 2024 ; b) l'application d'un taux de vacance plus faible aux deux emplois soumis à recrutement international existants (8,3 %, contre 9,5 % en 2024).

Dépenses opérationnelles

(En milliers de dollars des États-Unis)

	2023 (crédits ouverts)	2023 (dépenses effectives)	2024 (crédits ouverts)	Ressources à prévoir pour 2025	Variation 2025-2024
Consultants et services de consultants	19,6	3,7	19,6	19,6	—

80. Il est proposé d'ouvrir des crédits d'un montant de 19 600 dollars pour financer les services de consultants chargés d'assurer la formation linguistique du personnel de la Mission en dari, en pachto et en anglais.

(En milliers de dollars des États-Unis)

	2023 (crédits ouverts)	2023 (dépenses effectives)	2024 (crédits ouverts)	Ressources à prévoir pour 2025	Variation 2025-2024
Voyages officiels	1 010,9	1 067,6	994,7	994,5	(0,2)

81. Il est proposé d'ouvrir des crédits d'un montant de 994 500 dollars pour financer les voyages officiels (758 500 dollars), à savoir : les voyages que le personnel devra effectuer dans la zone de la Mission en vue d'apporter un appui technique essentiel aux bureaux locaux et d'assister à diverses conférences de haut niveau sur l'Afghanistan, l'objectif étant que les différentes composantes de la Mission se consultent régulièrement au sujet du programme afin que la MANUA s'acquitte efficacement de son mandat ; les voyages en dehors de la zone de la Mission, notamment ceux que

devront effectuer la Représentante spéciale du Secrétaire général et les hauts responsables de la MANUA pour appuyer l'exécution du mandat, assister aux réunions et consultations organisées avec les interlocuteurs politiques et faire des exposés au Conseil de sécurité, ainsi qu'à des fins de formation (236 000 dollars).

82. Le montant demandé pour 2025 par la Mission est comparable au montant approuvé dans le budget de 2024.

(En milliers de dollars des États-Unis)

	2023 (crédits ouverts)	2023 (dépenses effectives)	2024 (crédits ouverts)	Ressources à prévoir pour 2025	Variation 2025-2024
Installations et infrastructures	20 078,3	20 023,2	19 357,4	18 550,0	(807,4)

83. Il est proposé d'ouvrir des crédits d'un montant de 18 550 000 dollars pour financer les dépenses suivantes : fournitures d'ingénierie (196 300 dollars) ; structures préfabriquées et matériel d'hébergement et de réfrigération (164 100 dollars) ; groupes électrogènes et matériel électrique (300 000 dollars) ; mobilier (91 300 dollars) ; matériel de bureau et matériel divers (3 100 dollars) ; matériel de sûreté et de sécurité (600 200 dollars) ; location de locaux (1 182 900 dollars) ; services collectifs de distribution et services d'élimination des déchets (105 500 dollars) ; services d'entretien (2 852 600 dollars) ; services de sécurité (8 464 600 dollars) ; travaux de construction, transformation et rénovation des locaux et gros travaux d'entretien (383 900 dollars) ; papeterie et fournitures de bureau (37 500 dollars) ; pièces de rechange et fournitures (151 900 dollars) ; fournitures pour la défense des périmètres (27 200 dollars) ; carburants et lubrifiants (3 982 900 dollars) ; fournitures sanitaires et articles de nettoyage (6 000 dollars).
84. La diminution des ressources demandées s'explique essentiellement par les facteurs suivants : a) la réduction proposée au titre des services de sécurité et d'entretien, qui tient à l'ajustement de la part du coût de ces services qui sera prise en charge par la Mission, conformément au memorandum d'accord conclu avec les organismes, fonds et programmes ; b) la baisse des dépenses prévues au titre des carburants et lubrifiants, la consommation prévue étant chiffrée à 4,0 millions de litres de combustible diesel pour un coût moyen de 0,947 dollar par litre, alors que le budget approuvé pour 2024 prévoyait 4,3 millions de litres pour un coût moyen de 0,991 dollar par litre. Elle est partiellement contrebalancée par l'augmentation des ressources demandées au titre de la location de locaux, qui tient au montant prévu pour financer la part revenant à la Mission dans la location d'une base de soutien logistique annexe dans le complexe du Centre d'opérations des Nations Unies en Afghanistan, ce qui permettra de disposer de l'espace nécessaire pour héberger un entrepôt entièrement centralisé, ainsi que par l'augmentation des dépenses prévues au titre de l'acquisition de matériel de sûreté et de sécurité, y compris du matériel d'entraînement au maniement des armes à feu, des uniformes et des accessoires liés aux cartes d'accès et d'identité, conformément aux besoins opérationnels.

(En milliers de dollars des États-Unis)

	2023 (crédits ouverts)	2023 (dépenses effectives)	2024 (crédits ouverts)	Ressources à prévoir pour 2025	Variation 2025-2024
Transports terrestres	481,1	451,3	459,5	469,4	9,9

85. Il est proposé d'ouvrir des crédits d'un montant de 469 400 dollars pour financer les dépenses suivantes : location de véhicules (19 900 dollars) ; réparations et entretien (13 600 dollars) ; assurance responsabilité (6 900 dollars) ; pièces de rechange (195 400 dollars) ; carburants et lubrifiants (233 600 dollars).

86. L'augmentation des ressources demandées tient à la hausse des dépenses prévues au titre des pièces de rechange, partiellement compensée par la réduction proposée au titre des carburants et lubrifiants, qui tient à la diminution du coût moyen du combustible diesel.

(En milliers de dollars des États-Unis)

	2023 (crédits ouverts)	2023 (dépenses effectives)	2024 (crédits ouverts)	Ressources à prévoir pour 2025	Variation 2025-2024
Opérations aériennes	8 210,1	3 510,8	4 422,4	3 998,8	(423,6)

87. Il est proposé d'ouvrir des crédits d'un montant de 3 998 800 dollars pour financer les dépenses suivantes : services (57 400 dollars) ; redevances d'atterrissage et de manutention au sol (44 400 dollars) ; indemnité de subsistance des équipages (10 900 dollars) ; carburants et lubrifiants (1 576 500 dollars) ; coûts d'affrètement et d'exploitation d'un avion (2 301 100 dollars) ; assurance responsabilité (8 500 dollars).
88. La diminution des ressources demandées s'explique principalement par la baisse des dépenses prévues au titre de l'affrètement et de l'exploitation d'un avion, compte tenu des derniers tarifs contractuels, ainsi que par la diminution du nombre d'heures de vol (700) par rapport aux 1 060 heures de vol prévues dans le budget approuvé pour 2024. Elle est partiellement contrebalancée par le fait que l'avion de remplacement consomme davantage de carburant pour un prix moyen de 1,438 dollar par litre de carburéacteur (calculé sur la base de la moyenne des prix enregistrée sur les six mois se terminant en mars 2024), alors que le budget approuvé pour 2024 prévoyait un prix moyen de 1,233 dollar par litre.

(En milliers de dollars des États-Unis)

	2023 (crédits ouverts)	2023 (dépenses effectives)	2024 (crédits ouverts)	Ressources à prévoir pour 2025	Variation 2025-2024
Communications et informatique	5 781,9	8 947,1	5 730,2	6 157,5	427,3

89. Il est proposé d'ouvrir des crédits d'un montant de 6 157 500 dollars pour financer les dépenses suivantes : matériel de communication et matériel informatique (1 468 200 dollars) ; services de télécommunication et de réseau (1 668 500 dollars) ; maintenance du matériel informatique et du matériel de communication et services d'appui (1 526 400 dollars) ; pièces de rechange (289 500 dollars) ; logiciels, licences et redevances (678 400 dollars) ; services d'information et de publication (526 500 dollars).
90. L'augmentation des ressources demandées est principalement due à la hausse des dépenses prévues pour le matériel informatique et le matériel de communication, qui tient aux facteurs suivants : a) le remplacement des pare-feu de point de contrôle qui seront rendus obsolètes par le fournisseur en 2025, nécessaire pour garantir la stabilité et la sécurité de la connectivité au réseau dans différents sites, ainsi que pour limiter l'exposition du réseau de la Mission au risque de cyberattaques ; b) la mise à niveau de 14 routeurs de bordure du réseau étendu, l'objectif étant de passer à un réseau étendu défini par logiciel de manière à assurer la compatibilité des dispositifs d'interconnectivité entre Kaboul et les 10 bureaux locaux et la Base de soutien logistique des Nations Unies à Brindisi (Italie) ; c) la modernisation des infrastructures de sécurité (caméras, haut-parleurs à forte capacité et systèmes de contrôle des accès), qui permettra d'améliorer les systèmes de surveillance des périmètres dans les enceintes et les locaux. Elle est partiellement compensée par la diminution des dépenses prévues pour les services d'information, qui tient à une révision à la baisse des ressources demandées pour les abonnements.

(En milliers de dollars des États-Unis)

	2023 (crédits ouverts)	2023 (dépenses effectives)	2024 (crédits ouverts)	Ressources à prévoir pour 2025	Variation 2025-2024
Santé	851,4	344,5	802,6	601,4	(201,2)

91. Il est proposé d'ouvrir des crédits d'un montant de 601 400 dollars pour financer les dépenses suivantes : achat de matériel (30 300 dollars) ; services médicaux (568 500 dollars), notamment les évacuations sanitaires aériennes, les consultations de spécialistes et la contribution de la MANUA aux services médicaux partagés avec les organismes, les fonds et les programmes ; fournitures (2 600 dollars), ce dernier montant devant permettre de remplacer les articles consommables dans les trousseaux médicaux d'intervention d'urgence.
92. La diminution des ressources demandées s'explique principalement par la baisse du montant global des dépenses prévues pour le Service médical commun et l'Équipe d'intervention médicale des Nations Unies, qui font l'objet d'un partage des coûts, et a été partiellement contrebalancée par le montant à prévoir pour financer le recours à un prestataire chargé de fournir à distance des services de conseil et de soutien psychosocial aux membres du personnel, compte tenu de la suppression proposée de deux postes de conseiller(ère) du personnel (1 P-3 et 1 AN), une opération d'externalisation qui permettra de réaliser des économies nettes de 187 200 dollars.

(En milliers de dollars des États-Unis)

	2023 (crédits ouverts)	2023 (dépenses effectives)	2024 (crédits ouverts)	Ressources à prévoir pour 2025	Variation 2025-2024
Fournitures, services et matériel divers	1 665,8	1 852,7	2 508,7	2 399,5	(109,2)

93. Il est proposé d'ouvrir des crédits d'un montant de 2 399 500 dollars pour financer les dépenses suivantes : a) détente et loisirs (61 300 dollars) ; b) frais, fournitures et services liés à la formation (91 200 dollars) ; c) réceptions officielles (19 700 dollars) ; d) dépenses de représentation (16 200 dollars) ; e) assurances générales (20 000 dollars) ; ii) frais à payer aux institutions financières des différentes localités où la Mission détient des comptes bancaires (75 000 dollars) ; g) indemnités et ajustements divers (10 000 dollars) ; h) fret et dépenses connexes diverses, y compris le courrier et la valise diplomatique, les opérations de transit, les services de dédouanement, les voyages effectués dans la zone de la Mission, en avion, par l'entremise du Service aérien d'aide humanitaire des Nations Unies, les surestaries et frais d'immobilisation et les dépenses afférentes au coût du fret pour l'acquisition de matériel et de fournitures (1 192 600 dollars) ; i) rations (99 400 dollars) ; j) autres services, notamment les coûts d'envoi de liquidités à l'Afghanistan découlant des restrictions imposées à la Banque centrale d'Afghanistan (814 100 dollars).
94. La diminution des ressources demandées tient essentiellement au fait qu'aucun montant n'est demandé au titre des services de détection des mines et de déminage, du fait du transfert à la MANUA des dernières fonctions essentielles du programme de lutte antimines, qui sera désormais exécuté par des membres du personnel du Secrétariat placés sous la responsabilité directe de la Mission, et de l'inscription des coûts salariaux afférents aux deux postes qu'il est proposé de créer à ce titre à la rubrique Personnel temporaire (autre que pour les réunions), comme indiqué au paragraphe 79, et à l'élimination de toutes les dépenses d'appui aux programmes qui étaient précédemment prévues au budget en lien avec les services de l'UNOPS.

5. Ressources extrabudgétaires

a) Contributions volontaires

95. En 2024, la Mission devrait utiliser des contributions volontaires d'un montant de 514 200 dollars, comme suit :
- a) un montant de 398 700 dollars reçu par l'intermédiaire du Département des affaires politiques et de la consolidation de la paix et destiné au programme national de jeunes Volontaires des Nations Unies ciblant les jeunes femmes afghanes. L'objectif du programme est conforme au mandat de la Mission et contribue à faire progresser la mise en œuvre du mandat, notamment la gouvernance inclusive, le respect des droits humains et la consolidation de la paix, grâce à des capacités locales renforcées, et à tirer parti des bonnes pratiques dans l'ensemble des activités et opérations prescrites ;
 - b) un montant de 115 500 dollars au titre du fonds d'affectation spéciale de la Mission, qui permettra de financer les dépenses de personnel afférentes à un poste (P-3) dont le (la) titulaire apportera son concours aux activités menées au niveau local en faveur de la paix et de la mobilisation politique ainsi qu'aux réunions organisées avec les autorités régionales. Le (la) titulaire contribuera à ce que les initiatives humanitaires et les initiatives de développement menées en Afghanistan soient en adéquation avec le Cadre stratégique des Nations Unies pour l'Afghanistan (2023-2025) ; il ou elle coordonnera les messages et les stratégies avec les priorités nationales et aidera le Bureau du Coordonnateur résident à mettre en œuvre les plans de travail et à faciliter les flux d'informations entre les entités des Nations Unies et les parties prenantes.
96. En 2025, des contributions volontaires d'un montant estimé à 101 800 dollars devraient être utilisées au titre du fonds d'affectation spéciale de la Mission pour continuer de financer les dépenses afférentes à un poste (P-3).
97. La diminution du montant prévu pour 2025 par rapport au montant estimé pour 2024 s'explique principalement par la proposition consistant à inscrire au budget ordinaire 16 emplois de Volontaire des Nations Unies soumis à recrutement national.

b) Recouvrement des coûts

98. En 2024, des ressources d'un montant estimé à 23 700 000 dollars devraient être reçues des organismes, fonds et programmes des Nations Unies et d'autres entités dans le cadre du mécanisme de recouvrement des coûts des services fournis par la Mission à ces entités, notamment au titre du partage des locaux de la Mission et des services médicaux fournis dans tout le pays. La mise en commun de ces services permet de faire des économies d'échelle et d'exécuter le programme de manière efficiente tout en favorisant la coopération selon le principe de l'unité d'action des Nations Unies. Les montants ainsi recouvrés serviront à financer les dépenses de personnel correspondant à quatre emplois (1 P-3 financé par le budget du Service médical commun, 1 emploi d'agent(e) du Service mobile financé par le budget des services communs du Centre d'opérations des Nations Unies en Afghanistan et 2 emplois d'agent(e) du Service mobile financés par les frais d'administration du recouvrement des coûts), les dépenses liées aux services médicaux (personnel et fournitures) et les coûts relatifs aux complexes des Nations Unies (services de sécurité, loyers, services publics de distribution et services d'entretien, entre autres). Ces ressources s'ajouteront aux ressources du budget ordinaire de la Mission.
99. De même, en 2025, il est prévu de recevoir de ces entités des ressources d'un montant estimé à 23 700 000 dollars qui serviront également à financer les dépenses de personnel correspondant à quatre emplois (1 P-3 et 3 SM, comme indiqué ci-dessus), les dépenses liées aux services médicaux (personnel et fournitures) et les coûts relatifs aux complexes des Nations Unies (services de sécurité, loyers, services publics de distribution, services d'entretien et autres services).

Annexe I

Récapitulatif des mesures prises pour donner suite aux demandes et recommandations du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires approuvées par l'Assemblée générale

Résumé de la recommandation

Suite donnée à la recommandation

Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires (A/78/7/Add.5)

Le Comité consultatif compte que tous les emplois vacants seront pourvus dans les meilleurs délais et que des informations actualisées sur l'état d'avancement des recrutements, notamment pour les emplois vacants depuis longtemps, seront communiquées à l'Assemblée générale lorsqu'elle examinera le présent rapport et dans le prochain projet de budget (par. 21).

Le Comité consultatif compte que des informations actualisées sur le statut des membres du personnel travaillant en dehors de leur lieu d'affectation autorisé seront communiquées à l'Assemblée générale lorsqu'elle examinera le présent rapport et dans le prochain projet de budget (par. 27).

Compte tenu de la sous-utilisation des crédits constatée en 2022 et au cours des six premiers mois de 2023 et de la tendance de la Mission à sous-utiliser les capacités en matière de nombre d'heures de vol des avions, observée depuis 2018, et étant donné le bon rapport coût-efficacité qu'offre le recours aux vols du Service aérien d'aide humanitaire des Nations Unies, le Comité consultatif n'est pas entièrement convaincu qu'il soit pertinent, à l'heure actuelle, d'affréter et de déployer un deuxième avion, recommande de ne pas inscrire au budget les ressources afférentes à cette demande, et recommande que l'Assemblée générale prie la Mission

À la fin du mois de février 2024, sept postes étaient vacants depuis plus de deux ans, et il est proposé de supprimer l'un d'entre eux en 2025 ; et 28 postes étaient vacants depuis plus d'un an, et il est proposé d'en supprimer cinq en 2025. La crise des liquidités a eu une incidence sur le recrutement et la Mission a dû laisser vacants des postes dont elle avait pourtant besoin pour exécuter son mandat et qu'elle était en mesure de pourvoir rapidement. Parallèlement, la MANUA s'attend à devoir engager, au titre des dépenses communes de personnel, des montants beaucoup plus importants qu'en 2023 et devra donc laisser vacants de nombreux postes, quelle que soit leur importance. Une liste des emplois vacants depuis plus de deux ans, accompagnée de justifications et de précisions concernant l'état d'avancement des procédures de recrutement, figure dans le complément d'information sur les prévisions budgétaires.

Le personnel recruté sur le plan international n'est généralement pas autorisé à bénéficier des modalités de travail aménagées en dehors de l'Afghanistan ; toutefois, si la situation l'exige, un aménagement des modalités de travail en dehors du lieu d'affectation peut être approuvé au cas par cas, conformément aux dispositions des circulaires parues sous les cotes [ST/SGB/2019/3](#) et [ST/IC/2019/15](#). À l'heure actuelle, 23 membres du personnel recrutés sur le plan national dont l'évacuation a été approuvée par le Secrétaire général attendent d'être réinstallés dans des pays tiers.

La Mission ne dispose plus que d'un seul avion et, même s'il est entendu que les missions d'urgence auront toujours la priorité sur les vols réguliers, il existe une forte probabilité que, lorsque la Mission a besoin de l'avion pour une mission d'urgence, celui-ci soit loin de sa base, en train d'effectuer une mission régulière, ou hors du pays, en route pour une capitale régionale, voire même hors service, puisque l'utilisation intensive qui en est faite augmente la périodicité des opérations de maintenance, qui supposent à chaque fois de retirer l'avion du service pendant au moins quatre jours. En 2023, l'avion a été

d'envisager de recourir à d'autres solutions et de communiquer des informations actualisées à cet égard dans le prochain projet de budget (par. 33).

Le Comité consultatif compte que des informations actualisées sur les mesures prises par la MANUA pour améliorer la représentation géographique et l'équilibre entre les genres parmi son personnel seront communiquées à l'Assemblée générale lorsqu'elle examinera le présent rapport et dans le prochain projet de budget (par. 40).

Le Comité consultatif réaffirme (voir [A/77/7/Add.5](#), par. 37, [A/76/7/Add.5](#), par. 30 et [A/75/7/Add.6](#), par. 28) que la MANUA devrait poursuivre ses efforts en vue de l'établissement d'accords officiels de partage des coûts de l'appui en matière de sécurité fourni aux organismes, fonds et programmes et que le Secrétaire général, en sa qualité de Président du Conseil des chefs de secrétariat des organismes des Nations Unies pour la coordination, devrait contribuer à assurer un appui à la MANUA à cet égard, notamment en organisant des discussions sur le sujet au Comité de haut niveau sur la gestion, et compte que le Secrétaire général communiquera à cet égard des informations actualisées dans le prochain projet de budget (par. 46).

mis hors service pour cause de maintenance à quatre reprises, pour un total de 29 jours.

La dépendance de la Mission à l'égard de son seul avion s'est accrue, comme le montre le fait que, sur une même période, celui-ci a été utilisé de manière plus intensive en 2023 que les deux avions dont elle disposait en 2020, 2021 et 2022.

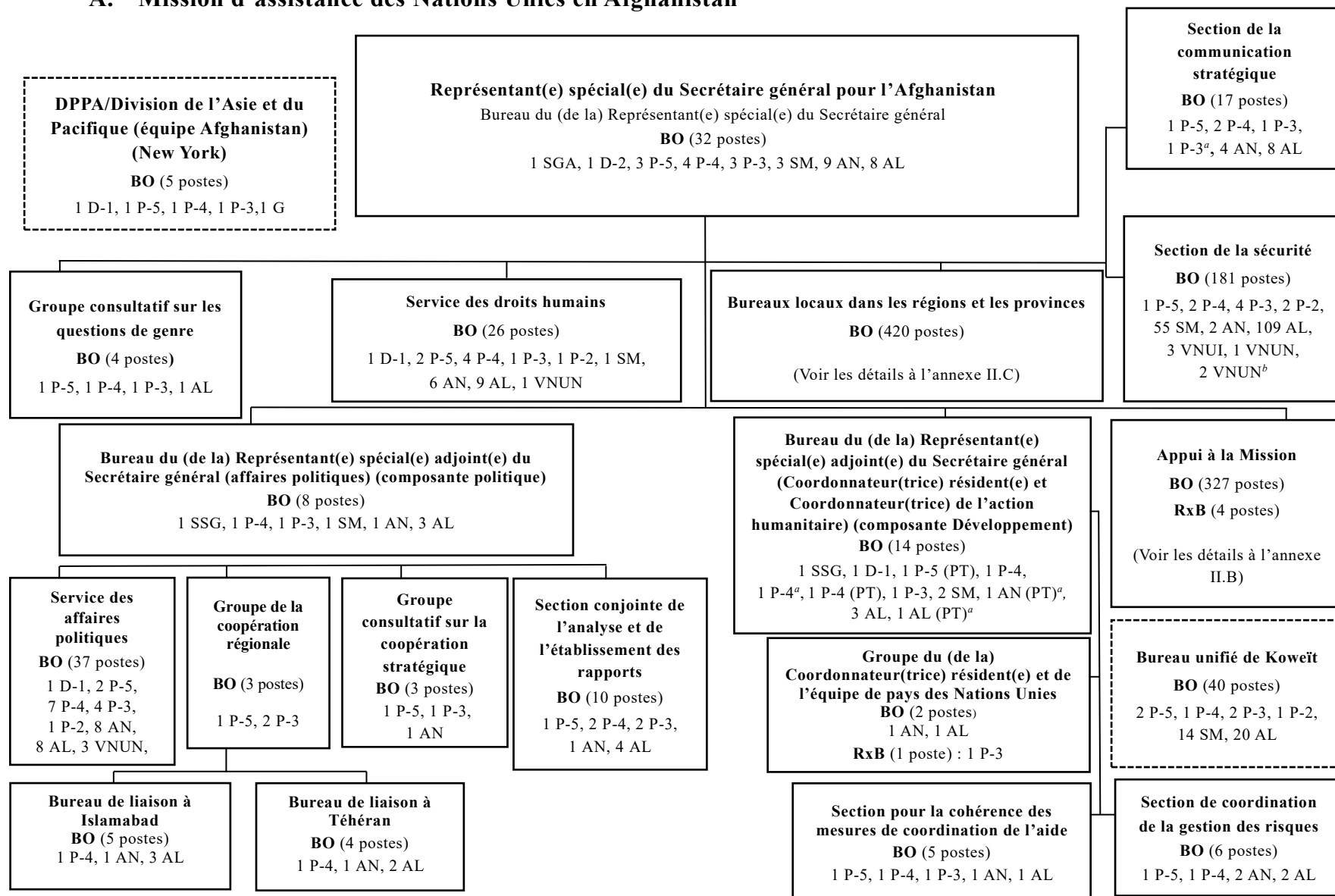
Avant la publication d'un avis de vacance de poste ou d'emploi, la Mission envoie aux responsables des postes ou emplois à pourvoir un mémorandum indiquant la représentation géographique et l'équilibre entre les genres parmi les membres du personnel de leur unité administrative et dans la Mission dans son ensemble. De plus, ces responsables ont maintenant l'obligation de prouver qu'ils ont cherché à recruter des personnes issues de catégories sous-représentées et de fournir une justification écrite dans les cas où une candidate qui avait été recommandée n'a pas été sélectionnée. Depuis le 1^{er} janvier 2024, la Mission fait figurer un nouvel indicateur, à savoir la représentation géographique conforme au système des fourchettes souhaitables, dans ses rapports mensuels sur l'occupation des postes.

Les postes faisant l'objet d'un partage des coûts sont plus nombreux dans les prévisions de dépenses pour 2025 que dans le budget approuvé pour 2024. Le projet de budget tient également compte du fait que le coût des services partagés est réparti entre des entités plus nombreuses et dans un plus grand nombre de sites.

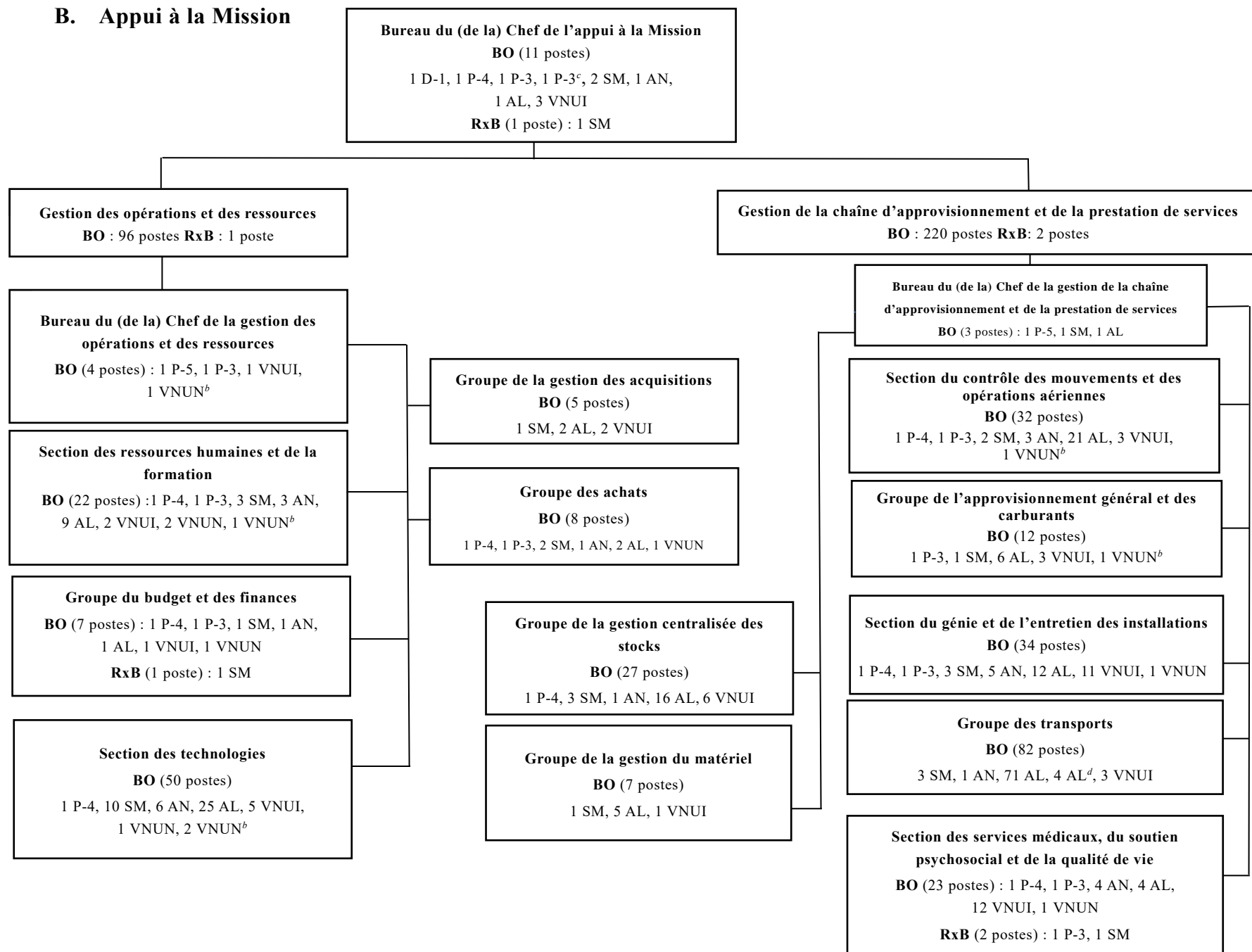
Annexe II

Organigramme et répartition des postes pour 2025

A. Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan



B. Appui à la Mission



C. Bureaux locaux dans les régions et les provinces

